

La République

Quotidien d'information générale - Série III n° **1054** Prix : 2000 Fc

Directeur de Publication : Jacques Famba

Tél. 0899311288 - 0998190510, Courriel : larepublique@nyota.net, www.nyota.net

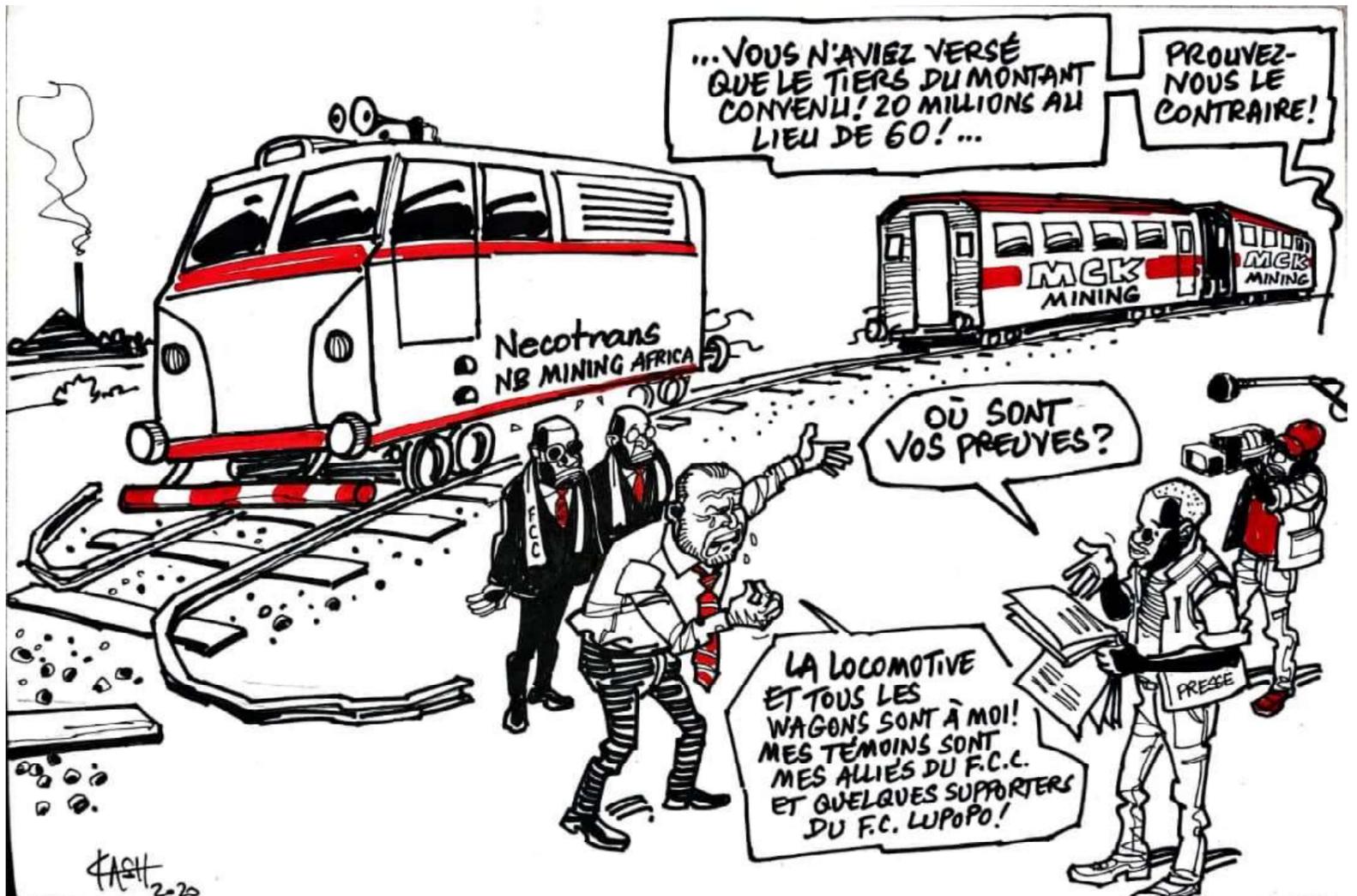
Récépissé n°MIN/CM/LMO/053/2015

Contrairement aux allégations de P. Beveraggi

Necotrans n'avait pas parachevé le processus d'achat de Mck Mining

Exetat 2019-2020

**Des
diplômes
avec
valeur
ajoutée
ou
marke-
ting
politique?** (Lire en page 3)



Incursions des miliciens CODECO et Bakata-Katanga

(Lire en page 12)

**Gilbert Kankonde visé par
une question d'actualité**

MAZEMBE

**La semaine de
tous les enjeux...** (Lire en page 11)

Lubero Suppression des barrières illégales

Toutes les barrières installées par les services et forces de sécurité ont été retirées dimanche dernier, sur les tronçons Kanyabayonga- Kirumba-Lubero et sur l'axe Kayna vers le groupement Tama, en territoire de Lubero.

La population civile peut maintenant circuler sans problème entre différentes agglomérations. La mesure a été prise et exécutée par l'administrateur du territoire, a confirmé un député élu dans la zone, Alexandre Muhasa, qui dit que cette opération est une réponse à son plaidoyer.

Il estime que ces barrières restreignaient les mouvements des populations dans cette partie sud du territoire de Lubero.

Selon l'administrateur de territoire de Lubero, le passage est désormais libre, et la population peut vaquer à ses occupations, même au-delà des heures tardives. Richard Nyembo estime que toutes les barrières étant supprimées, la fréquence des cas de Kid-

napping, tracasseries sur les civils vont sensiblement diminuer dans la partie sud du territoire.

Le député national Alexandre Muhasa affirme que toutes les dernières barrières entretenues par les forces de sécurité ont été démantelées, lors d'une opération conduite par l'administrateur adjoint de Lubero. Selon l'élue de Lubero, ces barrières constituaient déjà des points de tracasseries sur les voyageurs. Les véhicules ne pouvaient plus passer aux heures tardives et les cas de Kidnappings devenaient nombreux dans les environs de ces barrières.

Alexandre Muhasa souligne que le passage n'est plus conditionné par le paiement de cinq mille francs congolais par véhicule et mille francs par moto comme c'était devenu une habitude.

Il témoigne qu'au niveau des barrières à Kanyabayonga et à Lubero, les piétons qui, déboursaient aussi quelques Francs avant de traverser, font désormais librement leurs mouvements.

Nord-Kivu Insécurité, Ebola, Coronavirus affectent le tourisme

Le flux touristique a sensiblement baissé ces derniers jours en ville de Butembo et dans le Territoire de Lubero dans la province du Nord-Kivu.

Selon le chargé des ressources touristiques et hôtelières au bureau du tourisme de Butembo-

Lubero, Daniel Mukewa cela est dû à l'inaccessibilité aux sites touristiques à la suite de l'insécurité et des maladies d'Ebola et Coronavirus.

Daniel Mukewa a fait cette déclaration lundi 28 septembre, en marge de la journée mondiale du tourisme, célébrée le 27 septembre de chaque année.

« Nos sites touristiques malheureusement ne sont pas visités. C'est à cause de l'insécurité. Et la plupart de ces sites sont privés. Il n'y a pas des sites qui sont entretenus par l'Etat congolais dans le territoire de Lubero et dans la ville de Butembo. Cette année si nous parlons en termes de pourcentage, le flux touristique a baissé de 80 %. La Covid-19 a impacté négativement le secteur du tourisme. Aujourd'hui, presque toutes les activités sont arrêtées. A part la Covid-19, nous avons aussi traversé la période d'Ebola. Donc, les touristes ici chez nous ils n'arrivent plus », a-t-il déclaré.

Le chargé des ressources touristiques et hôtelières au bureau du tourisme de Butembo-Lubero, invite le ministre national du tourisme à s'impliquer pour l'aménagement des sites touristiques.

« Nous invitons son Excellence le ministre national du tourisme de nous aider à aménager encore nos sites touristiques et de faire des plaidoiries pour que les partenaires internationaux puissent nous venir en aide et nos sites soient visités et ça va permettre à la population rurale de tirer profit de nos sites touristiques ».

Ne Mwanda Semi réclame " un véhicule " auprès de Félix Tshisekedi pour sa mobilité

Depuis quelques mois, la situation s'est calmée entre le pouvoir et les adeptes de cette secte très influente dans le Kongo Central. Peu après son hospitalisation au CNPP, on a vu apparaître sur les réseaux sociaux, une vidéo de Ne Mwanda Nsemi où il appelle ses partisans à soutenir la vision de l'actuel président de la République Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Aussi, cet ancien député congolais, chef spirituel de cette secte réclame au successeur de Joseph Kabila un véhicule pour sa mobilité et ses militants.

« Je tiens à remercier le président de la République Félix An-

toine Tshisekedi Tshilombo pour avoir réhabilité ma maison. Ma seule difficulté qui me reste est la mobilité car je n'ai pas un moyen de transport. Prière de parvenir mon message aux autorités » a-t-il expliqué aux différentes délégations reçues à sa résidence de Ma campagne le week-end dernier.

Il sied de rappeler que, Zacharie Badiangila alias Ne



Mwanda Nsemi, chef du mouvement politico-religieux de Bundu Dia Mayala, a été arrêté le 24 avril dernier et transféré à la police ensuite amené au Centre Neuro psychopathologique (CNPP) pour des soins appropriés.

Africa 24 sur 24

Sud-Kivu

Reprise de trafic sur le tronçon Bukavu-Uvira

La circulation a repris sur la route nationale numéro 5, entre Bukavu et Uvira. Le trafic sur cet axe routier d'intérêt national avait été interrompu depuis le samedi dernier à cause de l'effondrement du pont Shengezimu, situé à une vingtaine de kilomètres, au Sud de Bukavu dans les escarpements de Ngomo. Près de 200 véhicules et camions s'étaient retrouvés bloqués sur ce tronçon.

Selon des sources locales, avant la fermeture des frontières dues à la Covid-19, les usagers congolais pouvaient transiter par le Rwanda pour se rendre à Uvira. Mais comme les frontières ne sont pas encore ouvertes, la route nationale numéro 5 reste la seule voie de circulation entre Bukavu et Uvira, malgré le mauvais état du tronçon.

Les autorités provinciales rassurent que des travaux de réhabilitation définitifs sont prévus. Le ministre provincial des travaux publics du Sud-Kivu, Emmanuel Ngezi promet que ces travaux démarrent d'ici une semaine :

" Le trafic a repris. D'ici une semaine au plus tard on va procé-



Des véhicules bloqués à la frontière Ruzizi 2 entre la RDC (Bukavu) et le Rwanda depuis deux semaines. Mercredi 29 janvier 2020. Radio Okapi/ Ph. Jean Kasami

der aux à la réhabilitation effective de ce pont. Nous avons seulement dépanné parce qu'il y avait plus de 200 véhicules qui étaient bloqués. Alors nous avons fait d'abord en sorte que les camions passent mais nous comptons faire des travaux proprement dits, des travaux de réhabilitation définitifs de cette route

d'ici là. "

Pendant ce temps, la circulation est interrompue entre la route nationale numéro 2 entre Bukavu et Goma. Un autre pont s'est écroulé après les fortes pluies du Week-end dernier qui avait endommagé la route nationale numéro 5.

Kikwit

Le maire pour des patrouilles mixtes PNC-FARDC

La ville de Kikwit est confrontée au phénomène de banditisme urbain. Pour lutter contre ce phénomène, le maire Leonard Motango a réquisitionné les éléments de la police militaire pour des patrouilles mixtes avec la Police nationale congolaise (PNC).

Selon des sources de la mairie, des patrouilles mixtes entre les militaires et les éléments de la police nationale congolaise seront organisées dans la ville de Kikwit.

Selon le maire, cette réquisition est consécutive à la montée du banditisme urbain qui est de plus en plus observé dans la ville de Kikwit ces derniers temps. Il annonce qu'ensemble, ces forces de l'ordre vont « mettre hors d'état de nuire tous ces inciviques qui insécurisent cette partie du Kwilu ».

Toujours dans le souci de pacifier la ville, Leonard Motango a pris un arrêté interdisant la fabrication, vente et consommation de

toute boisson indigène alcoolisée sur toute l'étendue de la ville de Kikwit. Dans le même arrêté, le maire interdit également les concerts des groupes de musique dits « décalés ». Les services de sécurité sont instruits de traquer tous les contrevenants.

De son côté, commandant de la 11e région militaire, le général Major, Patiri Muhiza Jonas qui demande à la population de collaborer avec les forces de l'ordre en dénonçant tous les inciviques.

La République
2, Avenue des Entreprises,
Immeuble Sema, Gare centrale,
Kinshasa-Gombe

Directeur de Publication
Jacques Famba

Coordonnateur de la Rédaction
Boendy Bo Lokanga
+243999199410

Collaborateurs
Boendy BL
Gaston Liande
Rédaction
Enquête et Reportage
Benoit Muzila
0999307799
0999307799
Secrétaire de rédaction
Benoit Joel Dinganga
technique
Benoit Mutshipayi
Secrétaire de rédaction
PAO
Abedi Salumu

Direction Commerciale et Financière
Dominique Lumumba
0815011886, 0997440728

Lubumbashi
Freddy Tshijika
Jean L. Mwamba

Distribution
Bertin Sefu
Senga Jean-Victor

Vente
-

Images
Dieudonné Kanyinda
Bram's

Exetat 2019-2020

Des diplômes avec valeur ajoutée ou marketing politique ?

Les finalistes du secondaire, diplômés de l'examen d'Etat 2019-2020 ont poursuivi lundi leurs manifestations de réjouissance débutées depuis dimanche à midi, dès la publication des résultats de ces épreuves par le ministère de l'EPST, a constaté l'ACP, lors d'une ronde à travers la capitale. Déjà dans la soirée de dimanche ses nouveaux diplômés souvent vêtus en t-shirt blanc et en culottes, avec des sifflets à la bouche et des têtes so-poudrées, avaient inondé plusieurs terrasses de Kinshasa, principalement des milieux réputés mouvementés à l'instar des places Victoire, Kapela, Oshwe, Couloir Madiakoko, dans la commune de Kalamu, Lemba Salongo et Super Lemba, dans la commune de même nom, au quartier Mokali, dans la commune de Kimbanseke, au Rond point Huilerie, dans la commune de Lingwala, ou encore la place Bloc dans la commune de Bandalugwa. Dans cette ambiance mouvementée, l'on a également remarqué la présence accrue des éléments de la police provinciale qui sillonnaient notamment les grandes artères pour sécuriser les lauréats et leurs biens.

Dérapages et accidents

Par ailleurs, plusieurs cas de dérapage et des accidents ont été enregistrés durant ces deux journées de réjouissance dans quelques quartiers de Kinshasa, à en croire le témoignage de certains Kinois. Certains Kinois, notamment des parents et des automobilistes ont dénoncé le comportement immoral de ces enfants qui se sont livrés à des scènes de bagarre, au vol des biens, des paisibles citoyens, sans compter le vagabondage sur les motos et les véhicules communément appelés « Ketsh ». Lesquels abus on également occasionné des accidents de circulation et des blessés, à certains endroits.

C'est le cas de l'accident survenu sur l'avenue Mopono, où une voiture ketsh transportant un groupe de ces diplômés à destination de la place Kapela, est entrée en collision avec une jeep qui venait en sens inverse. Ce qui a conduit la police provinciale à appréhender certains d'entre eux dont des filles que se sont vus contraints de passer la nuit dans les sous commissariats avant d'être relâchés sous caution. D'un coin ceux des options techniques attendent avec impatience la publication de leurs ré-



sultats, car ils ne sont pas encore encourus. Après une longue période passée en confinement, les résultats des humanités de l'année scolaire 2019-2020 étaient sous une forte pression se posant des questions sur la manière dont aller se terminer l'année suite à la déclaration de la pandémie du Covid-19 en RDC.

Il sied de signaler que les kinois sceptiques quant aux pourcentages réalisés par les finalistes C'était ce dimanche 27 septembre que le sort des candidats finalistes à l'examen d'Etat, édition 2019-2020, venait d'être scellé, à l'exception des options techniques.

Il est précisément midi à Kins-

hasa, quand arrive la publication des résultats dudit examens à travers les réseaux mobiles. La liesse s'empare d'une grande partie de la population ; les heureux finalistes jubilent de joie, assistés de leurs familles et amis. Au regard de ces exaltations, la population s'interroge sur la viabilité de ces diplômés.

M. Ilunga Thomas, bibliothécaire de première classe à la bibliothèque centrale de l'université pédagogique nationale (Upn) reste sceptique quant à la viabilité de ces diplômés qui : «ne reflète en rien les valeurs intrinsèques du détenteur ; notre enseignement est au rabais et nos élèves ne sont pas compétitifs !

Le désintérêt à la lecture prouve l'insuffisance d'une bonne formation. Ceux qui viennent sont pour la plupart, finalistes aux premier et deuxième cycles. Certains des étudiants bien que soucieux d'apprendre, éprouve des sérieux problèmes d'énoncer avec cohérence. Ces réussites sont simplement les fruits d'un marketing politique sans valeur ajoutée», a-t-il indiqué.

Doctorant à l'Unikin, M. Fataki se dit Indigné. «Je ne suis pas fier d'être appelé intellectuel congolais, au regard de ce qui passe au niveau de l'enseignement», a-t-il déploré.

Du côté des anciens élèves, c'est la récompense d'un dur labeur : «malgré l'état d'urgence sanitaire, nous nous sommes concentrés avec ferveur pour préparer ses épreuves», se sont-ils exprimés.

Cependant, au-delà de leur effervescence, certains parents, perplexes, regrettent le niveau actuel de l'enseignement en RDC. «Nous sommes contents que nos enfants aient réussi et ce, malgré leur faible niveau dont j'incombe la faute à l'autorité publique. Certes un diplômé actuel n'est pas comparable à celui des années 70, 80 et début 90 ! Mais que faire».

LPE

Congrès de l'UNPC

Kasonga Tshilunde en rébellion !

« Je tiens à vous annoncer solennellement que le congrès qui a été décalé pour des raisons logistiques aura finalement lieu toujours à Moanda du 05 au 07 octobre 2020 », c'est par ces mots que le Président national de l'Union Nationale de la Presse du Congo (UNPC), Joseph-Boucar Kasonga Tshilunde, a confirmé ce mardi 29 septembre au cours d'une communication faite au siège de l'UNPC au lendemain de la rencontre que le ministre de la Communication a tenue pour réunir tous les membres de la corporation, y compris les dissidents, à l'unité pour débiter un nouvel épisode.

Le congrès de l'UNPC se tiendra effectivement dans la ville côtière de Moanda au Kongo Central malgré l'interférence du Ministre de la Communication qui avait invité les anciens membres du comité à ne pas se représenter. A en croire l'avocat de l'UNPC et Jean-Marie Bassa, de la commission de cartes, tous les problèmes internes sont réglés et toutes les dispositions nécessaires sont prises pour la réussite de ce colloque. Il sied de rappeler, que la date de la tenue de ce congrès a connu un décalage à cause des problèmes liés à la logistique notamment l'arrivée de toutes les délégations des provinces à Kinshasa.

Concernant les spéculations sur un



éventuel retrait du parrainage du congrès par la première dame Denise Nyakeru Tshisekedi, Kasonga Tshilunde a rassuré les uns et les autres que la fondation Denise Nyakeru accompagnera toujours l'UNPC dans ces assises. D'ailleurs, soutient-il, cette fondation a contribué à hauteur de 100 mille dollars américains pour la tenue de ce congrès. «Ce n'était que des fantasmes de ceux qui avaient pensé dire que la première dame s'est retirée. Elle n'a pas besoin de le faire », a-t-il affirmé.

Kasonga Tshilunde, a en outre, annoncé sa candidature à sa propre succes-

sion au poste de président de l'UNPC. Il a ainsi lancé un appel à toutes les parties prenantes à l'unité mais aussi, pour débiter «une nouvelle aventure». Assoiffé de pouvoir, Tshilunde contredit les propos du ministre de tutelle qui a affirmé que les uns et les autres ont convenu que les membres du comité actuel ne devraient plus se représenter. La crise est donc relancée de plus belle par la volonté d'un président sortant

Qui, par cynisme, en appelle à l'unité.

LR

Tshopo

Les députés provinciaux veulent la tête du gouverneur



Au cours d'un meeting populaire tenu lundi 28 septembre devant le bureau de l'assemblée provinciale de la Tshopo, le président de cet organe délibérant, Gilbert Bokungu, a indiqué que

les jours de Louis-Marie Walle Lufungula en tant que gouverneur de cette province sont désormais comptés.

Habillés en T-shirts blancs et coiffés de képis de la même couleur, les députés provinciaux, membres du G-19 selon leur propre surnom, avec en tête, le président de l'organe délibérant, aux allures d'un footballeur, Gilbert Bokungu, portait le brassard de capitaine.

Prenant la parole, Gilbert Bokungu a déclaré que le gouverneur de province a perdu la légitimité et qu'il ne jouit plus de la confiance du peuple.

D'après lui, un intérimaire sera notifié incessamment pour conduire les affaires de l'Etat jusqu'à l'organisation des élections.

« La province de la Tshopo n'a pas de gouverneur. Nous attendons la décision du Chef de l'Etat sur sa promesse au courant de la semaine pour la notification de la personne qui va assumer l'intérim du gouverneur selon le choix du Chef de l'Etat lui-même », a-t-il indiqué.

Face à cette situation, le porte-parole du gouverneur de province, Jean Stanis Bilanga a qualifié ces déclarations

de pure distraction. Il fait remarquer que cette déclaration n'engage que son auteur.

« Le monde entier sait que la motion de censure avait échoué et l'affaire est pendante en Justice. Mais par quel mécanisme le chef de l'Etat va désigner un intérimaire pour remplacer le gouverneur Walle? C'est là toute la question. Ils doivent cesser de se moquer du peuple Tshopolais », a réagi le porte-parole du gouverneur de province, Jean Stanis Bilanga.

Pour lui, le gouverneur de province a déjà prôné la paix et la préoccupation reste le développement de cette entité.

Dans une déclaration faite lundi 6 juillet, les députés provinciaux avaient sollicité l'intervention du Président de la République pour mettre fin à la cacophonie qui règne au sein des institutions provinciales.

Ils demandaient à Felix Tshisekedi de contraindre le gouverneur à démissionner puisque, selon eux, les représentants du peuple l'ont déjà désavoué.

Une confusion avait été observée jeudi 25 juin 2020 autour de l'interprétation du vote de la motion de censure contre le gouverneur Walle Lufungula et son équipe. A l'issue du vote des députés provinciaux, Gilbert Bokungu, avait annoncé dans un premier temps que le gouvernement provincial reste bien en place parce que la motion de censure n'a pas recueilli, selon lui, la majorité des suffrages exprimés.

Kongo central

Heurts entre étudiants de l'ISP et la police à Matadi

Des échauffourées ont opposé lundi 28 septembre 2020, dans l'avant-midi, à Matadi au Kongo central, les étudiants de l'institut supérieur pédagogique (ISP) aux éléments de la police. A la base, la question de la majoration des frais académiques après le confinement par les autorités académiques.

Les étudiants avaient barricadé la route devant l'école Mavinga, à Kinkanda, à Matadi, en brûlant des pneus, paralysant la circulation et d'autres activités socio-économiques.

La police qui est intervenue pour mettre de l'ordre a croisé les étudiants qui ripostaient par des jets de pierres.

La police a fait usage de gaz lacrymogène pour disperser les manifestants et rétablir l'ordre public troublé par des étudiants de l'institut supérieur pédagogique (ISP) Matadi.

«Après le confinement, les frais académiques sont passés de 200 000 FC



[100\$] à 538 600 FC [269\$]. Nous avons introduit des plaintes à la direction sans succès. Nous avons épuisé toutes les voies. Ne sachant plus quoi faire, nous avons opté pour cette démarche pour que les autorités compétentes décantent la situation», a expliqué un étudiant.

Delvard Mwimbi

Haut-Katanga - Kasai

Sermon contre la haine tribale

Le nouveau bâtiment administratif du gouvernement provincial du Haut-Katanga inauguré par Joseph Kabila le 2 juin 2018 à Lubumbashi. Radio Okapi/Ph. Jean Ngandu



Le gouverneur de la province du Kasai a appelé à la cohabitation pacifique des communautés Katangaises et Kasaiennes. Cette déclaration a été faite dimanche 27 septembre, à Lubumbashi après sa rencontre avec son homologue du Haut Katanga.

Se confiant aux journalistes accrédités au gouvernement de province à l'issue de son entretien avec le gouverneur Jacques Kyabula, Dieudonné Pieme a indiqué que les différences culturelles constituent une force et non une faiblesse au point de séparer les peuples.

« Il s'est développé de plus en plus un discours qui ne permet pas une bonne cohabitation entre communauté. Nous avons regardé de quelle manière nous pouvons régler ce problème car une petite étincelle peut allumer un grand feu. Il est de notre devoir en tant que responsable de regarder de quelle manière nous pouvons empêcher que des ex-

trémistes ne se mettent au travers de toutes les communautés », a indiqué Dieudonné Pieme.

Il a lancé un appel à la cohésion pacifique :

« Nous avons convergé ensemble dans nos idées qu'il faut mettre en place des initiatives susceptibles de permettre que les communautés puissent vivre ensemble sans trop des problèmes. J'en appelle donc à la population Kasaienne qui habite au Katanga de savoir que ils sont Congolais ils ont le droit de rester au Katanga certes, mais ils ont également le droit et surtout le devoir de respecter les cultures qui sont au Katanga. Ces différences culturelles constituent une force pour nous et qui ne doivent pas constituer une faiblesse au point de diviser les peuples. Nous pensons que ces initiatives que nous devons prendre doivent aller dans le sens de faciliter cette cohabitation ».

AMNISTIE POUR LES TUEURS

Les CODECO déciment toute une famille : 5 personnes tuées



Cinq personnes ont été tuées dimanche 27 septembre, au village Mapendano, à 5 km au sud de Mongwalu, dans le territoire de Djugu, en Ituri. Selon la société civile locale, ce drame est survenu au cours d'une attaque attribuée aux miliciens de la CODECO, en provenance de Ngoto, un village dans le secteur de Banyali-Kilo.

Dans le village Djida en secteur de Bahema sud en territoire d'Irumu, un éleveur a été également abattu et son corps décapité par ses bourreaux. La société civile locale confirme également des cas de pillage et d'extorsions des biens commis par ces hommes armés.

La société civile du territoire de Djugu précise que c'est vers 5h00 du matin, heure locale que les assaillants de CODECO ont envahi le village de Mapendano. Ces miliciens ont d'abord tiré plusieurs coups de sommation avant de commettre leur forfait.

Les mêmes sources précisent que le bilan de cette incursion fait état de cinq personnes, toutes membres d'une famille sauvagement assassinées par ces hors la loi.

Ces derniers ont également emporté plusieurs biens de valeurs avant de s'enfuir. Parmi les victimes figurent une femme et son bébé ainsi que trois hommes.

Dans le territoire d'Irumu, vers 22h00 locale, c'est un autre groupe de miliciens qui a attaqué le village Djida, en secteur de Bahema-Sud. Sur place, ils ont tué un éleveur à la machette.

Des sources sécuritaires confirment que ces miliciens ont pillé des biens de ce fermier qui avait été égorgé. Le député provincial, élu de la circonscription électorale d'Irumu, Wilson Mugara, plaide pour la sécurisation de cette population qui subit quotidiennement des attaques armées de ces miliciens.

SUR INITIATIVE DE FATSHI

La société nationale d'investissement en gestation

Le Président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, a décidé de la création d'une Société nationale d'investissement en République démocratique du Congo (RDC), au cours de la 50^{ème} réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée vendredi, par vidéo conférence, à Kinshasa.

Selon le porte-parole du gouvernement David Jolino Makelele, qui l'a indiqué dans son compte-rendu, la décision du Chef de l'État s'inscrit dans l'optique d'assurer la mobilisation et l'orientation de l'épargne nationale et de tout autre moyen financier en vue de favoriser les opérations d'investissement d'intérêt économique et social dans les secteurs industriel, agricole, commercial, social et financier ainsi que dans les secteurs des services et de l'hôtellerie. Cette société d'Investissement, poursuit David Jolino Makelele, agira comme une société de financement et servira d'instrument d'appui au secteur privé.

Le Conseil des ministres a chargé le Premier ministre de réunir le ministre des Finances et le gouverneur de la Banque centrale du Congo (BCC) pour entamer, dans le meilleur délai, avec le concours des experts du cabinet du Président de la République, des échanges avec les partenaires publics et privés intéressés en vue d'aboutir à la conclusion du contrat de partenariat y relatif, à la constitution de la Société nationale d'Investissement, à son financement et à sa gouvernance.

Une troïka mensuelle

Le gouvernement de la République a, à l'initiative du Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, décidé de l'institution et de la tenue d'une tripartite mensuelle devant réunir les ministères du Budget et des Finances ainsi que la Banque centrale du Congo (BCC), afin d'assurer la consolidation et l'harmonisation des chiffres résultants réellement de l'exécution du Budget de l'État, qui seront mis à la disposition des médias de manière à donner à la population et à la communauté internationale des informations fiables.

Selon le porte-parole du gouvernement, cette initiative est prise pour mettre

fin à des interprétations souvent erronées et des spéculations diverses sur les données chiffrées relatives à la surconsommation des crédits budgétaires alloués aux institutions et services de l'État.

Au mois d'août dernier, rappelle-t-on, la Présidence de la République avait rejeté les allégations du magazine Jeune Afrique, selon lesquelles elle aurait consommé 17,6 millions USD, pour le seul mois de juillet, sur ses prévisions budgétaires de 16 millions de dollars américains s'étalant de juillet à septembre 2020.

Elle avait indiqué que selon le Plan de trésorerie, pour le mois de juillet, la Présidence de la République n'avait consommé que l'équivalent d'environ 10 millions USD soit 19.923.000.000 Francs congolais.

D'où, note-t-il, il y a un écart de plus de 7,6 millions de dollars par rapport aux montants avancés par ce magazine, qui ne sont jamais passés dans ses livres mais qui figurent dans le Plan d'engagement.

La Présidence de la République avait signalé, par ailleurs, que les dépenses publiques des institutions sont mieux renseignées par un autre instrument, le Plan de trésorerie établi au ministère des Finances plutôt que dans le Plan d'engagement du ministère du Budget.

Dans cette mise au point, la Présidence de la République avait également dénoncé l'amalgame entretenu entre l'Institution Président de la République et la Présidence de la République.

Ces crédits budgétaires, avait-elle précisé, ne sont pas consommés exclusivement par l'institution Président de la République, incarnée par la personne du Président de la République Félix Tshisekedi. «L'institution Président de la République, pour remplir ses hautes charges d'État, dispose de plusieurs services regroupés sous le vocable Présidence de la République», avait-elle argué, précisant qu'il s'agit notamment, du cabinet du Président de République, des Services personnels du Chef de l'État, du Centre national de sécurité, de l'Etat-major particulier du Chef de l'État, du Service national, de la Clinique présidentielle de l'UA, de la Bonne gouvernance et lutte contre la corruption, du Journal officiel, du Protocole d'État et la lutte contre les violences sexuelles. (avec ACP)

Recommandation de la ministre de l'Economie

Pain Victoire: baisser les prix ou en augmenter le volume

La ministre de l'économie Acacia Bandubola a convoqué ce jeudi 24 septembre 2020 en son cabinet de travail à Kinshasa, l'équipe dirigeante de la Société Générale des Pains (SGP), afin que celle-ci s'explique sur la diminution du volume de leurs pains constatée depuis quelque temps.

Au cours des échanges, la patronne de l'économie nationale a recommandé à cette société de panification (Pain Victoire) de baisser les prix des pains soit d'en augmenter le volume.

Au sortir de la rencontre, la société Pain Victoire a promis d'observer les recommandations formulées par Acacia Bandubola.

«Il y a eu des recommandations qui ont été faites et nous nous allons observer pour que nous puissions cheminer, et que nous puissions rendre des loyaux services à la population et aux consommateurs», a dit le directeur exécutif de Pain Victoire, Mr Otani.

Il sied de rappeler que depuis peu, il s'observe une diminution de grammage des pains produits par la Société Générale des Pains. La baguelette vendue à 200 francs congolais est le pain touché par cette situation qui inquiète la population du fait que le pain est l'un des aliments de base en République démocratique du Congo.

Prince Mayiro

PÉTROLE

La société Kuntuala Terminal dans l'illégalité

La ministre de l'Economie nationale, Acacia Bandubola, a appelé le week-end, la société Kuntuala Terminal à se conformer aux lois en vigueur en République démocratique du Congo en s'identifiant auprès de son administration en tant qu'entreprise logicienne, en vue d'obtenir le titre d'importatrice et de distributrice des produits pétroliers au pays. «Kuntuala doit venir s'identifier au ministère de l'Economie nationale parce qu'il y a des préalables pour devenir logisticien. C'est un secteur bien réglementé par le gouvernement», a martelé la ministre de l'Economie, rappelant que la mission principale du gouvernement est de protéger la population et les entreprises.

Selon la source, cet appel intervient après le mécontentement exprimé par les agents et cadres de cette société basée à Boma, dans le Kongo Central, contre la décision de la ministre de l'Economie de limiter la consommation maximale de leur entreprise à 200 mètres cube par mois.

Mme Bandubola qui éclairait la lanterne de cette décision à la presse, a indiqué qu'il s'agissait d'une mesure conservatoire qui entre dans le cadre de la régulation du secteur pétrolier, précisant

que la société «Kuntuala Terminal» est un entreposeur qui importe des produits pétroliers pour une consommation interne et qui n'avait pas vocation à devenir un terminal pétrolier. «J'ai pris une mesure conservatoire le 23 juillet dernier et Kuntuala l'a également reçue, où j'ai demandé à Kuntuala de limiter sa consommation maximale des produits pétroliers à 200 mètres cube le mois puisque c'est une consommation interne, privée, liée à une consommation interne des navires uniquement pour la société bien identifiée. J'ai donc demandé, au-delà de cette mesure conservatoire, à Kuntuala de payer la fiscalité et la parafiscalité», a expliqué Mme Bandubola.

S'agissant de sa capacité, la société Kuntuala ne dispose que de 5 mille mètres cube de stockage des produits pétroliers pour une consommation interne, ce qui montre que c'est un petit entrepôt destiné à stocker la consommation interne, a indiqué la ministre. La ministre de l'Economie a révélé que la société Kuntuala Terminal opère depuis 2 ans dans l'illégalité et c'est à peine qu'elle a entamé la procédure pour régulariser sa situation auprès du ministère des hydrocarbures. ACP

MONNAIE

Réserves internationales: chute !

Les réserves internationales de la République démocratique arrêtées au 11 septembre ont chuté de 834,52 millions USD à 730,77 millions au 18 septembre 2020, indique un document de la Banque centrale du Congo. Ces réserves arrêtées au 18 septembre dernier, représentent deux semaines et 6 jours d'importation des biens et services sur ressources propres, rapporte la source.

Selon la même source, les réserves de change arrêtées au 11 septembre étaient évaluées à 834,52 millions USD, une semaine auparavant, elles étaient à 809,37 millions USD au 28 août 2020.

Depuis le début de l'année, les réserves de change ont connu un pic en avril à hauteur de 980,16 millions USD à la suite de l'appui du FMI de 363 millions USD dont une partie a été injectée dans les réserves internationales, note la source, ajoutant qu'à fin décembre 2019, ces réserves internationales de la RDC étaient de l'ordre de 1 milliard 30,97 millions USD, représentant 4 semaines d'importation des biens et services sur ressources propres.

Le volume des transactions

Le volume des transactions sur le marché des changes est évalué à 1 milliard 849,84 millions USD, à fin août 2020, soit 1 milliard 364,75 millions USD à l'achat et 485,09 millions USD dans les opérations de vente, indique la Banque centrale du Congo dans son condensé des données statistiques.

Selon la source, les banques commerciales ont généré la plus grosse part de ces transactions sur le marché des changes avec 1 milliard 362,75 millions USD pour les achats des devises et 433,17 millions USD pour la vente, ajoutant que les bureaux de change agréés, ont drainé 2 millions USD à l'achat et 1,92 million USD.

Pour rappel, la BCC n'a vendu aux banques commerciales depuis le début de l'année, que 50 millions USD, soit 25 millions USD en août et 25 millions en mai dernier.

En 2019, les transactions sur le marché des changes ont été évaluées à 3 milliards 59,36 millions USD contre 2 milliards 929,43 millions USD en 2018, rappelle-t-on. ACP

Nord-Kivu

Plus de 100 kilos de coltan prédestinés à la fraude vers le Rwanda interceptés

Les services de sécurité de la République Démocratique du Congo ont intercepté une cargaison contenant 9 colis de minerais de coltan, soit environ 100 kilogrammes, qui étaient sur le point d'être « frauduleusement exportés au Rwanda » par bateau via le lac Kivu, le jeudi 24 septembre 2020 à Bweremana dans le territoire de Masisi au Nord-Kivu.

D'après le major Guillaume Ndjike Kaiko, porte-parole de l'armée au Nord-Kivu qui livre la nouvelle, le présumé propriétaire de cette cargaison a pris fuite et est activement recherché par les forces de l'ordre pour qu'il réponde de ses actes.

«Nos forces de renseignements continuent à garder une vigilance et grâce à cette vigilance nous sommes arrivés à mettre la main sur ces 9 colis de minerais dont le propriétaire a pris fuite. Le souci du nou-

veau commandant de la 34^{ème} région militaire est que personne ne s'implique dans le trafic des minerais», a-t-il déclaré.

Le gouvernement provincial salue pour sa part, la promptitude des services de sécurité et de renseignement et affirme que ces minerais seront maintenant remis dans le circuit normal de commercialisation conformément à la loi.

«Ici, le plus important est que tous les services aient concouru à les arrêter et aujourd'hui nous allons remettre ces minerais dans le circuit normal de commercialisation dès que la procédure sera respectée. Nous voulons aussi dire à tous ceux qui sont en train de frauder que le gouvernement provincial et tous les services de l'État concernés sont déterminés à mettre fin à la fraude et la contrebande minière», a martelé Me David Kamuha, ministre provincial en charge des Mines.

SUD-KIVU**Incendie d'un entrepôt de la MONUSCO de l'aéroport Kavumu**

Un incendie s'est déclaré dans la nuit de dimanche à ce lundi 28 septembre, à l'entrepôt de la MONUSCO situé à l'aéroport Kavumu au Sud-Kivu.

Selon des témoins se trouvant sur place, tout le contenu a été brûlé et le bureau de Supply aussi a pris feu. Pour l'instant, l'origine du feu reste inconnue et les enquêtes sont en cours.

L'hypothèse d'un incendie d'origine criminelle a été écartée.



(photo à illustration) En arrière plan, des avions sur la piste de l'aéroport de Kavumu à Bukavu vendredi 27 juin 2014. Photo Monusco Bukavu

KWANGO**Les routes au Kwango malades de la politisation**

La société civile locale de la province du Kwango dit ne pas être d'accord avec les structures qui sont recommandées par des politiciens pour exécuter les travaux de cantonnement manuel d'entretien des routes de desserte agricole. Selon son président, Lucien Lufutu, cette activité est purement communautaire. C'est pourquoi il demande au ministère provincial du développement rural de recadrer cette situation, en engageant les associations communautaires locales à la place de celles mandatées par des politiciens.

« Les travaux de cantonnement manuel d'entretien des routes de desserte agricole, nous nous rendons compte que ça mérite vraiment un recadrage. Ce recadrage-là, c'est autour des structures sélectionnées. Plusieurs structures qui vont travailler dans ces activités sont mandatées tout comme recommandées par des politiciens. Alors que cette approche est purement communautaire. Il y a plusieurs associations communautaires qui sont ici, qui ne sont pas retenues, mais plus les structures re-

commandées par des politiciens qui commencent déjà à travailler par rapport à ces travaux de cantonnement manuel. Et donc nous nous disons : 'NON !'. Ce n'est pas de cette façon-là que les choses doivent se passer. Du coup nous demandons à ces autorités-là attirées de ce genre des travaux à travers notre ministère du développement rural que les choses soient recadrées, et que les attirés travaillent », a déploré Lucien Lufutu.

Le président de la société civile demande l'affectation des ingénieurs pour accompagner ces travaux :

« Dans ce même contexte, on donne des bêches, on donne des brouettes aux gens qui doivent aller travailler. Mais curieusement, ces gens-là vont travailler sans l'expertise, il n'y pas d'ingénieurs qui les accompagnent. Et du coup, nous plaçons à tout prix et le plus tôt serait mieux que le ministère du développement rural arrive à affecter dans chaque territoire du Kwango des ingénieurs qui doivent accompagner les cantonniers ; sinon tout ce qui se fera risque même de créer encore d'autres

NORD-KIVU**La campagne «Les amis de Pinga» en faveur des déplacés**

La situation humanitaire de déplacés dans la région de Pinga, village situé environ 150 km de Goma, reste préoccupante. Selon la société civile de Pinga, ces déplacés estimés environs soixante mille, n'ont jamais reçu d'assistance humanitaire depuis plusieurs mois d'errance. Pour soulager leur souffrance, une campagne dénommée « Les amis de Pinga » a été lancée samedi 26 septembre à Goma, visant à collecter des biens en faveur de ces déplacés.

Dans une lettre d'information adressé au gouverneur de province du Nord-Kivu samedi, le député provincial élu de Walikale, prince Kihangi, affirme que cette campagne vise à soulager tant soit peu la crise humanitaire à Pinga et ses environs.

Celle-ci fait suite aux affrontements à répétitions entre des groupes armés locaux actifs dans la région. Ces affrontements ont occasionné des déplacements massifs des populations et

plusieurs autres conséquences. Celles-ci vivent dans de conditions difficiles.

« Nous avons estimé de notre part que, pour exprimer notre compassion à leur regard et tenter de soulager leur misère, il faille mettre en place des stratégies qui visent à leur apporter assistance. C'est ainsi qu'il est lancé une campagne de collecte des biens en faveur de ces populations déplacées. Et c'est l'occasion pour nous d'adresser un message à toutes les bonnes volontés à bien vouloir venir en aide à ces compatriotes, qui se trouvent aujourd'hui éparpillés dans la forêt de Walikale sans aucun espoir d'être assistés », a déclaré le député Prince Kihangi

En plus des affrontements depuis plus de deux mois entre les deux factions de NDC/rénové de l'aile Shimiray Mwisu Guidon et de Bwira Gilbert, ces populations vivent le calvaire d'autres groupes armés locaux depuis plusieurs décennies.

SUD-KIVU**Le choléra surgit au site minier de Luhihi**

Une dizaine des cas de choléra sont rapportés dans le site minier de Luhihi, dans le territoire de Kabare (Sud-Kivu) depuis lundi 21 septembre, a révélé le ministre provincial de la santé, Cosmos Bishisha, dans un entretien accordé lundi 28 septembre à Radio Okapi.

Cosmos Bishisha est d'avis que l'insalubrité, le manque d'eau et d'hygiène seraient à la base de la contamination dans ce carré minier.

Le ministre provincial de la santé a également rassuré que des mesures appropriées ont été prises afin de sécuriser la population et les exploitants miniers :

« La zone de santé de Kabare a notifié quelques cas de choléra en provenance de Luhihi. Ça, c'est une évidence ! Mais, toutefois les mesures urgentes sont déjà prises pour arrêter l'épidémie dans la zone de santé de Katana à Luhihi. Nous avons envoyé urgemment les intrants de prise en charge des cas confirmés de choléra. Nous y avons envoyé aussi une équipe technique pour voir



Des lits pour les malades du choléra. Ph. UN.org

comment assainir l'environnement à Luhihi et pour assurer une bonne continuité après la prise en charge des cas confirmés. Il faut dire que jusqu'à avant-hier (samedi) Luhihi avait déjà une dizaine de cas de choléra, l'équipe est en train de travailler en ce moment et je crois que d'un moment à l'autre, l'environnement sera bien assaini. »

Le site minier de Luhihi héberge environ trois mille creuseurs artisanaux, qui sont permanents à la recherche de l'or.

Mbuji-Mayi**Choléra : 16 décès depuis janvier 2020**

Plus de cent cas de choléra, dont seize décès, ont été enregistrés depuis le mois de janvier dans la ville de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental), a indiqué lundi 28 septembre le chef de division provinciale de la santé, Dr Nestor Tshiteku.

Dr Tshiteku explique que la consommation d'une eau non potable et la défécation à l'air libre sont les principales causes de cette recrudescence cas de choléra dans la ville diamantifère :

« La carence en eau que nous enregistrons, la population consomme une eau qui n'est pas potable, qui n'est pas traitée. A côté de ça, avec la reprise des pluies, puisqu'il y a aussi un problème de défécation à l'air libre. Toutes les matières fécales sont apportées, amenées dans des rivières, et la population consomme cette eau. Il y a la population qui consomme l'eau des pluies qui n'est pas traitée. »

Ces cas, annonce-t-il, sont répertoriés dans six zones de santé urbaines et celles se trouvant dans la périphérie. Le médecin cite notamment celles de Mukumbi, Tshilenge et Tshitenge :

« Il y a eu un pic à la 32ème semaine



Une vue aérienne de la ville de Mbuji-Mayi, chef-lieu de la province du Kasaï-Oriental (RDC). Panoramio.com/Ph. VINCENT Francois

épidémiologique, nous avons enregistré 76 cas, dont 6 décès. A la 33ème semaine, on a vu le nombre des cas diminué jusqu'à 52 cas. Il y a beaucoup plus des cas dans les zones urbaines et quelques zones rurales. C'est notamment la zone de santé de Muya, de Diulu, de Lukelenge, Bipemba, Lubilanji et la zone de santé de Bonzola. En milieu rural, il y a quelques zones comme Mukumbi, Tshilenge et Tshitenge, ce sont les zones les plus touchées. »

Kongo Central**La nationale N° 1 menacée par 3 têtes d'érosions à Mbanza Ngungu**

Les députés nationaux Jacques Lungwana et Pierre Nsumbu appellent le gouvernement de la RDC à réhabiliter la route nationale N° 1 menacée par 3 têtes d'érosion.

La route reliant la capitale Kinshasa à la province du Kongo Central risque de se couper en cas de forte pluie dans la ville de Mbanza Ngungu (Kongo Central). La première tête se trouve au niveau de la montagne Dilombele et les deux autres sont situées de part et d'autre de la route au niveau de la descente Kitemoko.

Jacques Lungwana, membre du Bureau de l'Assemblée nationale, dit ne pas comprendre pourquoi cette route est arrivée jusqu'à cet état alors que les taxes sont perçues pour sa réhabilitation. Il a promis de faire de cette situation son cheval de

bataille afin que les travaux débutent le plus tôt possible.

« On est même choqué parce que malgré les 5 millions des dollars que les Chinois reçoivent sur notre route pour les péages et qu'ils ne puissent pas constater que la route est en danger. C'est ça qui va être notre cheval de bataille avec le Gouvernement central. Il ne faut pas attendre que les gens meurent et puis il ne faut pas attendre que le pays soit en difficulté. La nationale N°1, c'est le poumon de notre économie et le Kongo Central n'en bénéficie rien (...) nous allons parler aux responsables, aux décideurs pour qu'ils puissent intervenir le plus rapidement possible. », a déclaré le député national Jacques Lungwana après sa visite à Mbanza Ngungu. actualite.cd

Lubumbashi: beaucoup d'interrogations après l'incursion des Bakata Katanga



Comment des centaines de Maï-Maï ont-ils pu entrer dans Lubumbashi et pourquoi aucune force ne s'est opposé aux Bakata Katanga avant plusieurs heures ? Les questions ne manquent pas après l'incursion sanglante conduite par ces séparatistes katangais et ce alors que les autorités de Kinshasa se murent dans le silence.

Pour de nombreux Lushois, il y a dysfonctionnement dans la hiérarchie de la police. L'adjoint du commissaire provincial qui est chargé des opérations et le responsable des ren-

seignements ont été mis à l'écart depuis belle lurette, dénonce l'activiste des droits humains Timothée Mbuya.

Le militant associatif Georges Mawine, évoque, lui, l'insuffisance des effectifs déployés réellement sur le terrain dans le cadre des renseignements. Près de 1 600 policiers, selon lui, assurent la protection des sites miniers contre un paiement qui est mensuellement versé par les exploitants miniers au responsable de ce corps. Une activité très lucrative pour des responsables des forces de sécurité qui s'y adonnent, témoi-

gnent de nombreux autres Lushois.

Pas de commentaires des autorités

L'autre question posée est celle de l'identité même des assaillants du week-end dernier. Thierry Mukelekele, un habitué des maquis des Bakata Katanga, affirme la main sur le cœur que Gédéon Kyungu Mutanga n'est pas associé à cette aventure. Les insignes trouvés sur le terrain le prouvent, dit ce chargé de la communication de MIRA, le parti de Gédéon.

Selon lui, ayant désavoué au mois de mars ceux qui le manipulaient pour profiter de ses activités, le leader des Bakata Katanga serait aujourd'hui en négociation pour sa reddition. Gédéon Kyungu Mutanga aurait des révélations à faire, dit encore Thierry Mukelekele.

Contacté par RFI, le commissaire provincial de la police du Haut-Katanga n'a pas pour le moment donné suite à nos sollicitations. Reste que le bilan de l'attaque de samedi à Lubumbashi est très lourd : une vingtaine de morts, en grande majorité des assaillants, plusieurs policiers ont

également été tués.

«Comme vous voyez, les armes qui sont présentées sont des armes en quantité vraiment infimes. C'est plus ou moins 300 personnes qui sont venues, y compris femmes et enfants. Mais ces personnes ne détenaient pas plus de 100 armes. Ce sont des AK-47 [fusil d'assaut]. Maintenant, nous avons entendu des détonations d'obus, d'armes lourdes, ce qui veut simplement dire que la force qui a été utilisée a été disproportionnée. Les forces de l'ordre, avant de procéder à l'assaut, ont quand même donné une sorte d'injonction, ont demandé à ces insurgés de déposer les armes et de se rendre. Selon les informations que nous avons reçues, ils ont refusé de déposer les armes et de se rendre et malheureusement, ils ont procédé à la riposte. Mais ce qui est vrai, c'est que nous avons affaire à une armée moins professionnelle, parce que si notre armée était professionnelle, on pouvait facilement maîtriser ces gens sans qu'il y ait autant de dégâts en vie humaine. C'est vraiment déplorable ce qui s'est passé.» Timothée Mbuya, le président de Justicia ASBL, une ONG basée à Lubumbashi. **RFI**

Insécurité

ECCHA-RDC exige le limogeage de l'AG du Renseignement militaire et celui de l'ANR

Face à l'insécurité devenue grandissante dans plusieurs régions de la RDC; le mouvement citoyen ECCHA-RDC demande à Félix Tshisekedi de procéder au remplacement de l'Administrateur Général de la Détection militaire des activités anti-patrie (DEMIAP); le service de renseignement militaire des FARDC, ainsi que celui de l'Agence Nationale de Renseignements (ANR); pour «incompétence notoire».

Dans une déclaration rendue publique ce lundi 28 septembre 2020, cette structure s'indigne de «l'impasse sécuritaire» dans lequel se trouve actuellement le pays; du selon lui à «la défaillance et à la non prévisibilité du Gouvernement»; mais aussi à «la non intégrité et la non fiabilité des services de renseignement» tant militaires que civils.

«Le Gouvernement congolais s'avère dans l'incapacité notoire d'assurer ses prérogatives régaliennes, et pourtant il dispose d'un arsenal militaire et des renseignements à mettre en œuvre pour garantir la sécurité

de la nation.» dit le mouvement Engagement Citoyen pour le Changement.

Cette structure qui dit «constater l'inefficacité aigüe des services de renseignements congolais»; demande au Chef de l'Etat de prendre des décisions fermes et adaptées; à l'égard de chaque responsable étatique en charge de la sécurité, et à tous les niveaux.

«Comment explique-t-on le fait que la capitale soit un fief de kidnapping et de violations sexuelles récurrentes sous l'impuissance de l'Etat ? Pourquoi toujours les massacres continuels sévissent à l'Est du pays? Comment des miliciens au Katanga peuvent-ils vivre aisément sans être inquiétés ?» s'interroge le mouvement citoyen.

Selon ECCHA-RDC, la justice congolaise devrait également enquêter sur tous les faits d'insécurité; établir les responsabilités administratives, civiles et pénales; en vue de promouvoir et garantir la restauration de l'Etat de droit.

MCP

Parlement

Les élus en congé ou en grève ?

Deux semaines après l'ouverture solennelle de la session parlementaire de septembre, aucune plénière n'a été programmée tant à l'Assemblée nationale qu'au Sénat. Le calendrier de cette session se fait toujours attendre au moment où le gouvernement n'a toujours pas déposé le projet de loi portant reddition des comptes 2019 et le budget 2021. Pendant ce temps, les matières en attente d'examen sont abondantes sur le bureau de la présidente de l'Assemblée nationale pour un temps très impari.

Après avoir consommé 15 jours sans convoquer une seule plénière, les deux chambres du Parlement ne disposent plus que de 75 jours pour épuiser l'ordre du jour.

Même le calendrier de la session n'est même pas encore adopté.

Cette session étant essentiellement budgétaire devra accorder la priorité au vote du budget 2021. Cependant, cet exer-

cice est légalement conditionné par l'examen du projet de loi portant reddition des comptes de l'exercice 2019.

Le parlement devra avant tout voter le collectif budgétaire 2020, annoncé par le Premier ministre lors de la réunion préparatoire de cette session.

Malheureusement, aucun de ces trois projets de loi n'est déposé à l'Assemblée nationale.

Pendant ce temps, plusieurs autres matières jugées prioritaires par les forces vives de la Nation sont toujours en attente. C'est le cas de l'examen du rapport de la CENI ainsi que des propositions de loi rectificative de la loi organique de la CENI et de la loi électorale.

Il y a également les arriérés de la session de mars dernier comme les lois Minaku Sakata sur la réforme de la justice qui sont en cours d'examen.

Toutes ces matières devront être examinées dans les 75 jours qui restent.

Le député national Guy Mafuta Kabongo a déposé ce lundi 28 septembre, au bureau de la chambre basse du parlement, une question orale avec débat à Augustin Kibassa Maliba, ministre des PT-NTIC (Postes, télécommunications et nouvelles technologies de l'information et de la communication), au sujet de son arrêté portant sur l'enregistrement et l'identification des téléphones portables appelé Registre des Appareils Mobiles (RAM) en RDC.

Guy Mafuta souhaite que le mi-

Taxe sur les téléphones : une question orale avec débat adressée au ministre Kibassa

nistre des PT-NTIC puisse éclairer la lanterne des élus sur son projet

Guy Mafuta souhaite que le ministre des PT-NTIC puisse éclairer la lanterne des élus sur son projet «qui impose le paiement de la nouvelle taxe de 1 à 7\$ sur les téléphones mobiles».

Pour l'élue de Tshikapa, l'arrêté du mi-

nistre Kibassa du 10 juin dernier «paraît aux antipodes des S prescrits constitutionnels, légaux et même de l'environnement socio-économique du pays».

D'après l'arrêté du ministre Kibassa, le RAM va notamment servir d'outil pour lutter contre la contrefaçon, ou encore combattre le vol d'appareils mobiles.

Le RAM regroupera l'ensemble de numéros IMEI des appareils mobiles connectés sur les réseaux de téléphonie mobile congolais. Ainsi, chaque appareil mobile sera enregistré dans le RAM moyennant le paiement, en six échéances, d'un droit d'enregistrement IMEI annuel auprès de l'opérateur mobile concerné, pour la rémunération des prestations de l'ARPTC dans le cadre de la mise en place et de la maintenance du RAM.

De l'Ituri à Muliro via Beni et Minembwe : constat de la délégation mixte députés nationaux et ministre de la défense

8 députés nationaux élus de différentes provinces dont le Nord-Kivu, Koiwazi, Moba, Kinshasa, Ituri entre autres, et des personnalités et notables du Sud-Kivu, sont en tournée dans les zones insécurisées du pays avec le ministre de la défense dans l'objectif d'aller constater la situation sur terrain nous a indiqué, le député national Juvénal Munubo qui estime qu'au-delà de ce qui se fait à Kinshasa du contrôle parlementaire, c'est mieux d'aller sur terrain, se rendre compte de la situation surtout les conditions des militaires congolais sur le front, constater les progrès, relever les défis et proposer des pistes de solutions.

Cette commission a commencé en province de l'Ituri avant de se rendre dans la région de Beni, en province du Nord-Kivu, mais aussi à Minembwe en territoire de Fizi, dans la province du Sud-Kivu et à Muliro à la frontière entre la RDC et la Zambie. Politico.cd a fait une interview exclusive avec le député Juvénal Munubo et revient sur les grands moments de cette tournée.

A Bunia, la nécessité d'accélérer le programme DDR et la réorganisation de l'armée

En ville de Bunia, la délégation mixte ministre de la défense et députés nationaux a constaté une présence des miliciens qui commettent des exactions et qui se sont



regroupés en vue de la réinsertion, le député Juvénal Munubo recommande l'accélération du programme DDR (Démobilisation, Désarmement et réinsertion) pour une prise en charge de ses ex-miliciens. Il suggère par contre que le gouvernement ne puisse plus engager les négociations des accords avec ces ex-rebelles. « Il y a la nécessité de renforcer la présence de l'armée, surtout de réorganiser l'armée parce que beaucoup de gens nous ont interpellé sur la nécessité d'opérer un changement de commandement à ce niveau-là. Il y a plusieurs officiers mais on ne sent pas de l'impact puisque des gens continuent de mourir à Bunia », a expliqué à Politico.cd Juvénal Munubo.

A Beni, Un travail appréciable des FARDC dans la traque des ADF

Le député Juvénal Munubo indique que le travail fait par les forces armées de la RDC est à saluer jusque-là. Il soutient que

ce travail doit être apprécié à sa juste mesure bien que la guerre continue dans cette région. « Il y a quelques mois les ADF opéraient jusque dans la ville de Beni mais cela n'est plus le cas. Certes que les massacres, la guerre continue mais il faut apprécier honnêtement les efforts qui ont été fournis par l'armée. Et nous avons pu effectuer par route l'axe Beni-Mbau, l'axe Kamango jusqu'à la rivière Semuliki et nous avons constaté qu'il y a vraiment du progrès », a-t-il indiqué.

La délégation mixte sur axe Mbau-Kamango

Malgré ce progrès, Juvénal Munubo plaide pour une bonne prise en charge des Forces Armées de la RDC notamment une ration qu'il faut et d'une façon régulière, leurs soldes, leurs soins bref une amélioration de prise en charge de nos forces armées pouvant servir de motivation pour l'armée de stabiliser cette région.

A Minembwe, Munubo suggère des concertations entre la RDC, le Rwanda et le Burundi pour la paix au Sud-Kivu

Concernant les hauts plateaux de Minembwe, « là-bas il y a beaucoup de groupes armés locaux mais à base com-

munautaire. Chaque ethnie a un groupe armé sur place », indique l'élu de Walikale qui ajoute qu'il y a aussi des groupes étrangers dans cette région. « La solution c'est un dialogue communautaire. Mais avant ça, il faut renforcer la présence des FARDC dans les hauts plateaux et dans la plaine de la Ruzizi », implore-t-il. Le député Juvénal Munubo pense que s'il y a une concertation régionale entre les députés de la RDC, ceux du Burundi et du Rwanda, ils peuvent arriver à influencer sur les gouvernements dans le Sud-Kivu. Selon cet élu qui rappelle que l'insécurité dans le Sud-Kivu est aussi due aux différends entre le Rwanda et le Burundi. Cette délégation mixte qui devrait se rendre à Pinga n'a pas pu à cause des problèmes de climat, une localité située à cheval entre le territoire de Masisi et Walikale en province du Nord-Kivu où deux factions de la milice de Nduma Défense of Congo (NDC-Renové) s'affrontent pour des intérêts égoïstes. Juvénal Munubo dit qu'il va plaider pour que cette arrivée à Pinga soit reprogrammée afin que cette délégation puisse aller palper du doigt la situation sur place. Juvénal Munubo confie dans cette interview exclusive que la délégation mixte des députés nationaux et le ministre de la défense s'est rendue ce mardi 29 septembre à Muliro, à la frontière entre la RDC et la Zambie.

Politico.cd

Parents soyons vigilants face à l'usage des réseaux de nos enfants

La démocratisation de l'internet avec sa branche «réseaux sociaux» a bouleversé les habitudes des gens depuis quelques années. Dans un monde où les gens éprouvent constamment le besoin d'échanger, cet outil s'est avéré incontournable, car il a permis de briser des barrières surtout sociales, ethniques, raciales, religieuses et culturelles en rapprochant davantage les humains.

Internet via les réseaux sociaux a évidemment apporté des solutions à plusieurs problèmes. On peut aujourd'hui via cet outil échanger avec sa famille se trouvant à des milliers de kilomètres et confins de la terre. Grâce toujours à internet, on peut l'assister en cas de besoin par des moyens désormais facile de transférer des fonds à travers les réseaux sociaux de collecte et transfert d'argent. Il est aussi possible via internet avec ses réseaux sociaux de rencontre et visioconférence, de prendre part à des rencontres d'affaires et séances de travail à distance comme ce fut le cas lorsque la pandémie de Covid19 sévissait à travers le monde.

Pendant la même période, nous avons vu des hommes de Dieu organiser des cultes à distance, nos enfants apprendre à partir de la maison. Mais aussi et surtout rester en contact permanent avec ceux qui leurs et nous sont chers. Une très bonne chose qui nous a permis à tous, je me permets de le dire, de vivre des moments difficiles

en quasi-quiétude contrairement à nos ancêtres pendant la période de la grippe espagnole.

Au-delà d'une solution, un grand danger pour la jeunesse

Avant, je pouvais bien ignorer que les réseaux pouvaient être un danger. Et surtout pour nos enfants dont le jugement doit-être assisté par les adultes. En ma qualité de Mère de famille, personnalité publique et entrepreneure, j'ai voulu partager ce que j'ai vécu et continue de vivre dans le processus d'éducation de mes enfants depuis l'avènement d'Internet et sa branche que sont les «réseaux sociaux». Une expérience qui est loin d'être singulière. Beaucoup d'entre vous se reconnaîtront sûrement dans ces quelques lignes.

De nos jours, nous trouvons tout à fait normal qu'un enfant à l'âge de lire et d'écrire possède un téléphone portable. Au-delà d'être un simple outil de divertissement et d'apprentissage ou formation, il est en quelque sorte un ange gardien, un lien de connexion entre le jeune et ses parents ou tuteurs. Ces derniers savent comment le joindre en cas de besoin et vice-versa.

Le téléphone à travers les réseaux sociaux, s'est avéré aussi et malheureusement une fenêtre par laquelle des personnes malintentionnées et nuisibles peuvent entrer dans la vie des

enfants voire même des adultes.

À travers, les réseaux sociaux, des enfants sont exposés à plusieurs dangers dont des prédateurs sexuels et être victimes de harcèlement (injures, photos obscènes...) non seulement en provenance des personnes adultes, mais aussi de la part d'autres mineurs.

Bien que les réseaux constituent des outils intéressants pour se faire des amis, garder le contact avec des connaissances au pays ou partout dans le monde. De plus, l'utilisation de ces canaux de communication par des préadolescents ou des adolescents ne leur sert pas qu'à se former sur leur avenir professionnel. Mais sur des pratiques immorales non autorisées à leur niveau.

C'est pourquoi entant que parents, nous ne devons pas ignorer les dangers que représentent les réseaux sociaux pour nos progénitures. Il nous revient de savoir comment protéger nos enfants face à ces dangers.

Quelques conseils

Parmi les solutions que pensez être pratiques, car nous ne pouvons pas les contrôler partout, il y a la limitation des heures d'utilisation des portables. Faire en sorte que votre enfant partent dans sa chambre pour dormir sans téléphone par exemple. Car, c'est lorsqu'ils se retrouvent seuls qu'ils se permettent d'abuser. Dans abuser il y à se filmer nu, partager des insultes des

photos obscènes.

C'est mieux de lui parler plus des logiciels didactiques que du divertissement. S'il est encore trop jeune, l'aider à installer des applications pour Kids. Ces dernières permettent à ce que les parents surveillent de près l'utilisation de leurs enfants.

Par-dessus tout, privilégier le dialogue en famille. Plus vous passerez du temps à bavarder en famille, moins vos enfants iront trouver leur distraction ailleurs dans des réseaux sociaux au risque de s'exposer au danger de harcèlement, de chantage, de vol des données personnelles, etc.

Des témoignages reçus ça et là démontrent qu'il y a eu même des cas de suicides, de brisement total du foyer. Imaginez une jeune adolescente qui subit des harcèlements, des injures, dans quel état cette jeune petite écolière peut se retrouver ? Nous sommes donc ce bouclier qui doit couvrir nos enfants face à la méchanceté et nous devons être ce tamis qui aide nos enfants à être prudents et sélectifs.

Ne laissons pas seuls nos enfants faire leur entrée dans l'adolescence grâce aux réseaux sociaux, dès l'entame soyons regardants et orientons nos enfants pour que ces derniers ne soient pas victimes des gens mal intentionnés, capitaliser sur les points positifs des réseaux sociaux voilà ce que nous pouvons tout en censurant ce qui va dans le sens de la dépravation des mœurs.

Véronique Lumanu

Présidentielle américaine**Tout ce qu'il faut savoir sur le débat entre Trump et Biden**

Donald Trump, candidat républicain à la présidentielle américaine (et à sa propre succession) a affronté son adversaire démocrate Joe Biden lors d'un premier débat mardi soir dans l'Ohio. Un moment phare dans la course à la Maison Blanche à un peu plus d'un mois du scrutin suprême. Voici ce qu'il faut savoir sur ce rendez-vous (déjà) crucial.

Ce premier débat entre les deux candidats américains a été diffusé mardi à partir de 21 heures aux Etats-Unis, 3 heures du matin en France. Il a été organisé à Cleveland, dans l'Ohio, et a duré 90 minutes. Il a été diffusé sur les principales chaînes d'information américaines (ABC, NBC, CNN, Fox News...) mais également en direct sur Youtube.

Des dizaines de millions d'Américains ont dû être au rendez-vous devant leurs écrans. En septembre 2016, le premier duel Donald Trump-Hillary Clinton avait enregistré une audience record de 84 millions de personnes.

Le premier d'une série de trois débats

Deux autres débats entre Donald Trump et Joe Biden sont prévus avant la présidentielle du 3 novembre, les 15 et 22 octobre.

Le journaliste Chris Wallace aux commandes

Ce premier duel a été modéré par le journaliste de Fox News Chris Wallace, 72 ans, choisi par la Commission indépendante des débats présidentiels. Si le choix d'un journaliste de Fox News peut étonner (Donald Trump a longtemps encensé la chaîne conservatrice, et vice-versa), Chris Wallace se démarque par "son ton indépendant et professionnel", relèvent nos confrères du JDD. Il était déjà aux manettes lors du dernier débat entre Donald Trump et Hillary Clinton, en octobre 2016.

**Au programme, des thèmes polémiques**

Les deux candidats ont dû aborder plusieurs sujets brûlants, dont la crise du coronavirus et les violences policières. Depuis le décès de George Floyd en mai dernier, les manifestations se sont multipliées dans le pays, et partout dans le monde. Donald Trump a également été largement critiqué sur sa gestion de la crise sanitaire aux Etats-Unis, où la pandémie a causé la mort de plus de 200 000 personnes.

La nomination de la juge conservatrice Amy Coney Barrett pour siéger à la Cour suprême, à la place de la progressiste Ruth Bader Ginsburg morte récemment, est aussi au centre de vives tensions entre les deux hommes.

Joe Biden a admis que la confrontation télévisée entre les deux candidats, qui dans le passé avaient déjà menacé d'en venir aux mains, serait "difficile". "Ce sera essentiellement attaques personnelles et mensonges [...] c'est tout ce qu'il sait faire", a-t-il déclaré avant ce débat au sujet du milliardaire républicain.

Par ailleurs, Donald Trump, qui ne cesse de remettre en cause les capacités cognitives de son rival âgé de 77 ans, a réclamé dimanche un contrôle antidopage pour son adversaire démocrate "avant ou après le débat mardi soir". Le locataire de la Maison

Blanche a précisé qu'il accepterait "bien entendu" de se soumettre au même test. Le ton est donc donné, à quelques heures du face-à-face entre les deux hommes

Trump veut rattraper son retard dans les sondages

Donald Trump entendait arriver au débat auréolé, auprès de sa base, du choix d'Amy Coney Barrett. Il espère qu'elle galvanisera la droite chrétienne, sur laquelle il s'est largement appuyé lors de son élection surprise il y a quatre ans, et au-delà tout le camp conservateur, afin de refaire son retard dans les sondages (même si ceux-ci sont à prendre avec des pincettes). Mais le style et la sympathie que dégage chaque candidat comptent souvent plus que les mots. Les spectateurs pourraient être particulièrement intéressés par Joe Biden, que beaucoup connaissent mal, malgré ses années de vice-présidence sous le mandat de Barack Obama.

Quant aux effets escomptés des échanges, selon les analystes, à défaut de "faire l'élection", les débats présidentiels permettent surtout aux indécis de se forger une opinion : en 2016, 10% des électeurs ayant regardé le premier débat télévisé entre Hillary Clinton et Donald Trump avaient déclaré avoir fait leur choix "pendant ou juste après le débat", selon l'institut de recherches Pew.

LR avec AFP

Brexit: "un accord est possible", selon la présidente de la Commission

Un accord entre l'Union européenne et le Royaume-Uni sur le Brexit reste "possible" malgré leurs positions très éloignées au début d'une semaine de négociations décisives, a déclaré lundi la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen.

"Nous voulons un accord et je suis toujours convaincue qu'un accord est possible", a-t-elle affirmé à Lisbonne, à l'issue d'un entretien avec le Premier ministre portugais Antonio Costa.

"Je lance un appel à la responsabilité (...) car nos économies, des deux côtés de la Manche, sont sévèrement touchées par la pandémie et nous devons tout faire pour parvenir à un accord raisonnable", a souligné Mme von der Leyen.

Les Britanniques ont réitéré

lundi leur volonté de modifier les termes de l'accord de divorce avec l'UE, au risque de peser sur une semaine décisive de négociations avec les Européens à Bruxelles sur la future relation commerciale.

"La position du Royaume-Uni est très éloignée de ce que l'UE peut accepter", a déclaré le vice-président de la Commission européenne Maros Sefcovic, à l'issue d'une réunion avec le ministre d'Etat britannique Michael Gove dans la capitale belge.

"Nous avons tous deux été clairs sur le fait que nous étions encore à une certaine distance l'un de l'autre. Mais nous avons également tous deux été clairs sur le fait que nous voulions combler ce fossé", lui a répondu M. Gove, via la télévision britannique.

Au coeur de leurs échanges,

le très controversé projet de loi en cours d'examen au Parlement britannique, qui remet en cause certains engagements pris par le Royaume-Uni dans l'accord encadrant son départ de l'UE le 31 janvier dernier.

Le texte revient sur certaines dispositions pour la province britannique d'Irlande du Nord, prévues afin d'éviter le retour d'une frontière avec la République d'Irlande, un garde-fou jugé essentiel au maintien de la paix sur l'île.

Furieux de ce revirement, qui enfreindrait de l'aveu même du gouvernement britannique le droit international, les Européens ont donné à Londres jusqu'à la fin du mois --c'est-à-dire mercredi-- pour retirer leur projet, sous peine d'un recours en justice.

Lalibre

MALI**Pourquoi la Cédéao n'a pas encore levé son embargo**

Le président de la transition Bah N'Daw, son Premier ministre le diplomate Moctar Ouane, ainsi que le vice-président le colonel Assimi Goïta se sont rencontrés lundi 28 septembre à Bamako pour évoquer les tâches qui les attendent pour les 18 prochains mois. Mais ils doivent d'abord faire face à un problème : l'embargo décrété contre le Mali par la Cédéao n'est pas encore levé malgré la nomination d'un Premier ministre civil.

Bamako n'a pas encore officiellement réagi à la non-levée de l'embargo décrété par la Communauté économiques des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao). Cependant, s'exprimant à titre privé, un interlocuteur du premier cercle du nouveau pouvoir malien, explique que le contact est maintenu avec l'institution sous-régionale afin de faire avancer les choses.

Dans un rapport officiel, Goodluck Jonathan, envoyé de la Cédéao dans la crise malienne, fait des constats. Par exemple, la version finale de la charte de transition n'est toujours pas connue du

grand public. Pourtant, ce document qui balise les 18 mois de transition est important.

Des prérogatives trop larges pour le vice-président

Ensuite, il constate que les prérogatives du vice-président de transition, le colonel Assimi Goïta, chef des putschistes du 18 août pose problème. Selon une déclaration officielle le jour de sa prestation de serment aux côtés du président, il a été dit qu'il pourrait prendre la place de ce dernier en cas de force majeure. Une disposition non acceptée par la Cédéao qui veut un rapide retour du pouvoir aux civils.

D'autres problèmes ? La dissolution attendue de direction de la junte ou encore la libération ou la présentation devant la justice des détenus militaires et civile. Sur tous ces points, les chefs d'États de la Cédéao pourraient se concerter, interroger le pouvoir malien avant de décider de la levée ou non des sanctions. RFI

Présidentielle en Côte d'Ivoire**L'ONU appelle à une élection «pacifique et inclusive»**

Le représentant spécial des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mohamed Ibn Chambas, qui a achevé, dimanche 27 septembre, sa mission d'une semaine en Côte d'Ivoire, a souhaité que la présidentielle du 31 octobre soit « pacifique et inclusive ».

« Le représentant spécial a réitéré son appel à tous les acteurs politiques pour qu'ils poursuivent leur engagement pour l'organisation d'une élection pacifique et inclusive, dans le respect des droits de l'homme », selon le texte du communiqué diffusé dimanche. « A cet égard, il note la libération provisoire de détenus le 23 septembre, un geste bienvenu et espère que d'autres mesures d'apaisement seront prises alors que le processus électoral se poursuit », enchaîne le texte, évoquant la libération d'une dizaine de partisans de l'ancien chef rebelle et ex-premier ministre Guillaume Soro.

Le Conseil constitutionnel a rejeté le 14 septembre la candidature de M. Soro, de l'ancien président Laurent Gbagbo et de 38 autres candidats, mais a validé celle du président Alassane Ouattara à un troisième mandat controversé.

« Le représentant spécial appelle tous les acteurs politiques ivoiriens à rejeter l'usage des discours de haine, la violence et toute forme de sectarisme, et à s'engager pour un processus électoral apaisé et un scrutin présidentiel pacifique. Mohamed Ibn Chambas insiste sur l'importance d'agir en synergie et en concertation pour surmonter les différends, préserver l'unité et la paix, indispensables à la prospérité de la Côte d'Ivoire », conclut le texte.

« Forfaiture »

Pendant son séjour, M. Ibn Chambas a notamment rencontré le président ivoirien Alassane Ouattara, des membres du Conseil constitutionnel et de la Commission électorale indépendante (CEI), les candidats à la présidentielle et des organisations de la société civile.

La tension politique est forte en Côte d'Ivoire à un peu plus d'un mois du scrutin présidentiel. Il y a dix ans, la crise née de l'élection de 2010, après le refus de Laurent Gbagbo de reconnaître sa défaite face à Alassane Ouattara, avait fait 3 000 morts.

En août, une quinzaine de personnes ont été tuées dans des violences après l'annonce de la candidature de M. Ouattara, qualifiée de « forfaiture » par l'opposition.

La Constitution limite à deux le nombre de mandats présidentiels, mais le Conseil constitutionnel a estimé que l'entrée en vigueur d'une nouvelle Constitution en 2016 a remis le compteur à zéro pour l'actuel chef de l'Etat. Une interprétation contestée par l'opposition.

Le Monde avec AFP

Plaidoyer pour l'inscription de la Rumba congolaise au patrimoine immatériel de l'humanité de l'UNESCO

Les députés et sénateurs membres du Collectif des parlementaires culturels de la RDC ont plaidé pour l'inscription de la Rumba congolaise au patrimoine immatériel de l'humanité de l'UNESCO, au cours d'un échange lundi, dans la salle des banquetts du Palais du peuple, avec les membres de la Commission nationale pour la promotion de la Rumba congolaise au niveau de l'UNESCO.

« Nous sommes à la phase du plaidoyer pour la candidature de la Rumba congolaise sur la liste représentative du patrimoine universel de l'UNESCO. Ce combat est un combat de solidarité étant donné que dans l'une des recommandations de l'UNESCO, il faut que l'Etat Congolais manifeste son implication. Aujourd'hui, nous sommes heureux parce que les parlementaires nous donnent un motif d'espoir pour que ce combat se mène dans de bonnes conditions », a déclaré le Sénateur Didier Mumengi.

Tout en indiquant que la rencon-



tre avait pour but de faire le point sur l'avancement de la candidature de la Rumba congolaise sur la liste représentative du patrimoine universel de l'UNESCO, le Sénateur Didier Mumengi a estimé que l'inscription de la Rumba congolaise doit devenir une affaire d'Etat.

« Nous parlementaires, pensons que cette inscription de la Rumba congolaise doit devenir une affaire d'Etat. Voilà un patrimoine qui non

seulement nous est en commun par l'histoire mais un patrimoine qui fédère tous les sentiments, toutes les émotions et valeurs traditionnelles de la RDC », a-t-il dit.

Pour lui, la Rumba congolaise

est un outil formidable de cohésion nationale, un instrument inespéré de rassemblement de toutes les traditions de l'ensemble du peuple Congolais.

« La Rumba est une œuvre qui transcende les ethnies et qui travaille comme socle de l'identité nationale. Voilà pourquoi nous, parlementaires culturels, avons fait de cette inscription une affaire d'Etat », a renchéri le Sénateur Didier Mumengi.

Pour sa part, le Professeur Yoka Lye Mudaba, président de la Commission nationale pour la promotion de la Rumba congolaise à l'UNESCO, l'heure est à la sensibilisation de toute la nation sur cette question qui porte sur la culture du pays à l'échiquier mondial. **ACP**

Foi d'un journaliste analyste politique

Ville détribalisée : Kisangani capitale culturelle de la RDC



Kisangani capitale culturelle de la RDC, c'est ce qui ressort de l'émission « Lisola ya Ekolo » produite dernièrement sur une chaîne de télévision de la place, et qui était consacrée à l'histoire, la géographie et le caractère stratégique de cette ville de Kisangani.

Le professeur José Alphonse Tovo, journaliste, chercheur, analyste politique et intervenant, s'est dit émerveillé par cette ville de Kisangani jadis point de chute du négrier Tipo-Tipo, un sultan arabe. Cette ville de Kisangani fut découverte et fondée par Norton Stanley, journaliste américain, en mission d'exploration de bassin du Congo, mission lui confiée par le Roi Léopold II de Belgique.

Toujours selon le journaliste José Alphonse Tovo, Kisangani fut pendant la colonisation une ville prospère, un centre de rayonnement des cultures lingalophone et swahilophone, entretenues par une population issue des groupements ethniques tels que les Bantou (majoritaire) les Soudanais, les Nilotiques et les hamites. Ce qui fait de Kisangani une ville cosmopolite et détribalisée, a soutenu le professeur avant de vanter le caractère d'accueil, d'hospita-

lité dont fait montre la population de Kisangani communément appelé Boyomais. C'est pourquoi, pour l'orateur, Kisangani, contrairement à Kinshasa et Lubumbashi, est une ville cosmopolite.

L'orateur a évoqué aussi quelques faits qui ont marqué l'histoire de cette ville de Kisangani, laquelle avait abrité pour la première fois au Congo Belge une Brassicole « UNIBRA » créée en 1945. Il est de même de la première loge de franc-maçonnerie ouverte dans cette ville de Kisangani alors Stanley ville en 1947. Une organisation secrète combattue par les prêtres catholiques avant qu'elle soit de nouveau autorisée de se réunir aussi bien à Kinshasa « Léopold Ville » qu'à Lubumbashi « Elizabeth ville » après l'indépendance à la volonté du président Mobutu.

Au terme de cette émission « Lisola ya Ekolo », le modérateur a posé la question de savoir si Kisangani cette ville chère à Patrice Emery Lumumba, héros national, et de Monseigneur Laurent Monsengwo Pasinya, ne serait pas indiquée à abriter dans l'avenir les sièges des institutions publiques de l'Etat.

Gaston LIANDE

Vient de paraître

« Conflictualité politique et crise de rationalité durant la transition congolaise » de René Muzaliwa

Le Pr René Muzaliwa Masimango, en séjour à Kinshasa, a annoncé mardi, au cours d'un entretien exclusif avec l'ACP, la parution de son ouvrage intitulé « Conflictualité politique et crise de rationalité durant la transition congolaise » aux éditions L'Harmattan à Paris.

Selon Pr René Muzaliwa, ce volume est le résultat d'une « révolte » du philosophe qu'il est. « Quand on vit dans un pays comme le nôtre, et qu'on voit tout ce qui se passe, il arrive un moment où surgit en vous la révolte, et alors vous vous demandez : qu'est-ce que je peux faire », a-t-il déclaré.

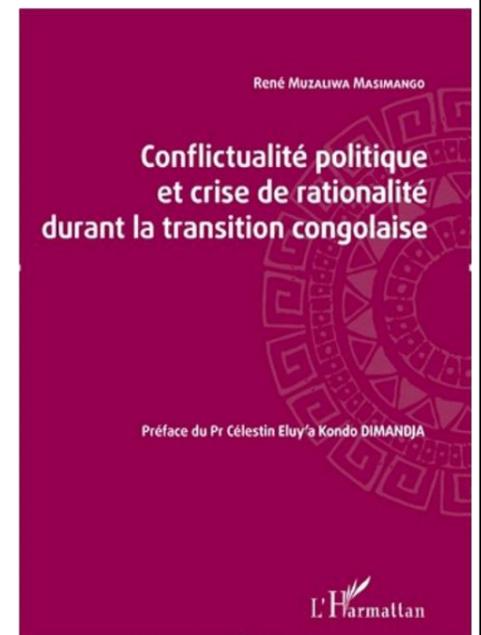
C'est ainsi que dans cet ouvrage de 248 pages subdivisé en 5 chapitres, et préfacé par le Pr Célestin Eluy'a Kondo Dimandja, René Muzaliwa tente d'établir une relation directe entre la crise persistante en République Démocratique du Congo et une crise qu'il qualifie de « crise de rationalité ». « Il y a un problème, un fossé de rationalisation entre le système politique de la RDC et l'agir de nos hommes politiques », a-t-il dit, soulignant que « nous avons un système politique qui se présente de telle manière que lorsque vous vous y introduisez, vous êtes soumis à ses aléas 'crisologiques' ».

Cette crise de rationalité a atteint son paroxysme pendant la transition politique qu'a connue le pays depuis 1990, selon René Muzaliwa. « La transition politique est le moment le plus emblématique, celui où la crise a réellement été étalée au vu et au su de tout le monde, culminant notamment dans la guerre qui n'a été que le summum de cette conflictualité », a-t-il ajouté.

Plaidoyer pour une révolution intellectuelle interne

Pour résorber cette crise de rationalité systémique, le Pr Muzaliwa a proposé une révolution interne en RDC. « Le problème de notre pays, qui est en soi une conflictualité, nécessite pour sa résolution une autre conflictualité, une révolution comme celle que M'zee Laurent Désiré Kabila avait menée », a-t-il dit.

La révolution armée, celle de M'zee Kabila, est l'un des deux volets possibles de cette révolution si nécessaire, a souligné Pr René Muzaliwa, mais comme la crise en RDC a des ramifications à l'étranger et qu'elle est même entretenue par cet étranger, c'est ainsi que la révolution de M'zee



Kabila avait en elle les germes de son propre échec, n'étant pas entièrement portée par les Congolais, a poursuivi René Muzaliwa.

Le deuxième volet selon lui, c'est qu'« il nous faut absolument une révolution interne, proprement congolaise », ajoutant que « cette révolution doit être intellectuelle, politique, menée par les intellectuels de notre pays. Ces derniers doivent fonder un front élitiste, qui se dressera en bloc contre le système et devra convaincre la masse de s'impliquer dans ladite révolution ». « L'opposition intellectuelle à un système paie toujours, même dans 10 ou 40 ans », a-t-il conclu.

Le Pr René Muzaliwa Masimango est docteur en philosophie de l'Université catholique du Congo (UCC), spécialisé en épistémologie politique. Il enseigne la philosophie depuis une décennie dans des universités en RDC, au Burundi et ailleurs.

Il a été également directeur général de l'Institut Supérieur des Techniques Médicales (ISTM) à Baraka, dans la province du Sud-Kivu (RDC).

Homme des médias, il a par ailleurs presté pendant quelques années comme animateur et présentateur d'émissions à la radio et à la télévision des Studios Sango Malamu à Kinshasa, rappelle-t-on. **ACP**

TP Mazembe: la semaine de tous les enjeux ...

C'est la semaine de tous les enjeux pour des Corbeaux préparant leur entrée en L1. Dans la lutte pour la conservation du titre, le staff technique ne veut minimiser aucun détail : de la préparation technique proprement dite en passant par la diététique, la récupération, l'analyse minutieuse de l'adversaire et du contour de la rencontre, rien n'est négligé.

Les Corbeaux ont lancé la semaine, lundi après-midi, au Stade TPM. Jeudi, les quelque vingt joueurs – parmi lesquels seront dégagés les dix-huit du match – seront regroupés au CEF de Futuka pour la mise au vert.

VOICI LE PROGRAMME HEBDOMADAIRE DES CORBEAUX

Lundi – 28/09
16h00 : Entraînement au Stade TPM
Mardi – 29/09
16h00 : Entraînement au Stade TPM
Mercredi – 30/09
16h00 : Entraînement au Stade TPM



Jeudi – 01/10
9h00 : Entraînement au Stade TPM (Groupe 2)
11h00 : Départ pour le CEF de Futuka
15h30 : Entraînement au CEF de Futuka (Groupe 1)
Vendredi – 02/10
9h00 : Entraînement dans la salle de fitness (Groupe 2)
15h30 : Entraînement au CEF de Futuka (Groupe 1)
Samedi – 03/10
10h00 : Entraînement au CEF de Futuka (Groupe 1)
12h00 : Conférence de presse au Shop Vodacom
Dimanche – 04/10
15h30 : Match TP Mazembe - FC Blessing au Stade TPM

Foot-féminin: TP Mazembe relance les activités

C'est fait ! L'équipe phare de la République démocratique du Congo, TP Mazembe Engelbert a déjà une équipe féminine.

Dès ce lundi 28 septembre, il était question de lancement officiellement les entraînements accouplés de recrutements. Ce premier pas s'est exécuté à Kinshasa au terrain turque de l'athénée de la Gombe, sous la coache Maguy Safi, l'ancienne coach de DCMP-Bikira avec une douzaine des joueuses qui ont livré un match amical face à un centre de formation Don Bosco.

TP Mazembe féminin sera chapeauté par Jeef Kapondo considéré comme co-fondateur.

Se confiant à notre confrère Congoprofond.net, Jeef Kapondo a promis vouloir conformer Mazembe féminin à celui de d'Hommes. "Nous sommes entraî-



de faire la sélection des joueuses pour bâtir une équipe féminine de Mazembe, le défi ce que notre équipe (Homme) a un niveau élevé et nous avons l'obligation d'avoir une bonne équipe qui va refléter l'image de Mazembe" a dit, à la presse, Jeef Kapondo le premier président de TP Mazembe version féminine.

Cependant, Mazembe est

devenu depuis deux mois déjà, un club omnisport avec la création notamment de : Section volleyball, Judo, Mazembe dame, et Basketball.

Pour sa première apparition, Mazembe féminin disputera le championnat local de football de Lubumbashi la saison 2020-21.

Cedrick Sadiki Mbala

L'entraîneur Magloire Mfutila signe un bail de 3 ans à Sanga Balende

Pressenti comme entraîneur des anges et saints de Mbuji-Mayi depuis quelques temps, Magloire Andy Mfutila a signé mardi 29 septembre un contrat de 3 ans.

Cet ancien entraîneur du TP Mazembe Engelbert tout comme de Lupopo aura la lourde tâche de relever le niveau du club de Kasai qui selon son patron Ali Fakh, veut atteindre le top.

Selon les informations de la direction de communication du club, ce même mardi il a été mis à la disposition des fans de Sanga Balende un lot de cartes des membres et dont les revenus vont aider le club à se développer.



Ces cartes numériques, faciliteront l'identification de tous les membres et fanatiques de l'équipe.

Pour rappel, le Sa majesté Sanga-Balende entrera en lice à

partir du 10 octobre prochain contre le CS Don Bosco de Lubumbashi pour le compte de la 26ème édition du championnat national d'élite (Linafoot D1).

CSM

DCMP interdit de recrutement par la FIFA, la FECOFA exécute

La Fédération Congolaise de Football Association (FECOFA) a notifié, ce mardi 29 septembre, au Daring Club Motema Pembe (DCMP) de la décision de mettre en oeuvre la mesure prise par la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) en juillet dernier interdisant le club vert et blanc de Kinshasa de recruter sur le plan national et international.

En effet, la commission de discipline de la FIFA avait sanctionné le DCMP pour non paiement des salaires du joueur malien Ousmane Sangaré (94 000 USD) et

résiliation unilatérale du contrat du joueur brésilien Renan Augusto. Le premier avait finalement trouvé un accord avec les Imaniens pour un arrangement à l'amiable tandis que le second dossier est resté pendant alors que 45 jours avaient été accordés au sanctionné pour payer le 18.000 USD plus 43.000 USD d'amende afin d'échapper à la sanction qui pourrait s'étendre à 3 saisons. Sangaré était lié au club pour quatre ans (2015-2019) et Renan Augusto pour 3 ans (2016-2019).

actualie.cd

Barça : Lionel Messi s'exprime de nouveau

Lionel Messi est finalement resté au FC Barcelone. Pourtant, il y a encore quelques semaines, il prévenait son club de sa volonté de changer d'air. La direction du club catalan s'était alors opposée à un départ et avait réclamé 700 M€, montant de la clause libératoire de l'Argentin, qui, lui, se pensait libre. La Pulga avait alors pris la parole pour annoncer qu'elle restait, bon gré mal gré. Depuis, le joueur de 33 ans a disputé le premier match du Barça en Liga, avec une victoire et un but à la clé, face à Villarreal. Et il s'est exprimé pour la première fois depuis son vrai-faux départ.

« Après tant de désaccords, je voulais y mettre un point final. Nous devons tous nous unir et espérer que le meilleur est à venir. J'assume mes erreurs, si elles existaient c'était seulement pour faire en sorte que le FC Barcelone soit meilleur et plus fort », a-t-il lancé dans un entretien accordé à Sport. Le journal espagnol publiera l'interview de l'international argentin dans son intégralité mercredi. **Aurélien Léger-Moëc**

Manchester United discute avec Edinson Cavani

Toujours sans club depuis son départ au 30 juin du PSG, Edinson Cavani (33 ans) fait encore le tour des principales formations européennes afin de trouver preneur. On apprend ce mardi par Sky Italia que l'entourage de l'Uruguayen parle désormais avec la direction de Manchester United. L'attaquant serait même considéré comme la priorité des Anglais.

Problème, les exigences du meilleur buteur de l'histoire du PSG sont toujours aussi élevées, lui qui a eu des discussions poussées avec Benfica, puis des touches avec la Juventus, le Barça ou encore le Real Madrid. En cas d'échec avec Cavani, c'est vers la Casa Blanca que les Red Devils se tourneraient pour obtenir un prêt de Luka Jovic. footmercato

Cameroun : Conceição s'explique sur ses choix



Le sélectionneur du Cameroun, Toni Conceição, s'est expliqué sur ses choix en vue du rassemblement des Lions Indomptables, le mois prochain aux Pays-Bas.

La Fédération camerounaise de football publie ce mardi des précisions quant à la liste des joueurs retenus pour le match amical face au Japon, programmé le 9 octobre à Utrecht (Pays-Bas). « La liste initiale des présélectionnés a été confrontée à certaines restrictions lors de la convocation des joueurs, peut-on lire dans cette communication signée Toni Conceição. Compte tenu de l'épidémie de Covid-19 et d'une possible contagion des joueurs de pays considérés comme étant sur la ligne rouge, l'orga-

nisation de santé des Pays-Bas n'autorisait pas l'entrée sur le territoire néerlandais sans mise en quarantaine préalable. Ce qui hypothéquait la tenue même du stage. Pour cette raison principale, j'ai été obligé d'utiliser la liste étendue que nous avons établie à partir de notre département d'observation et d'analyse afin d'avoir 2 joueurs disponibles pour chaque poste. »

« Certains joueurs n'ont pu être retenus pour ce stage. Ce sont ceux évoluant en Chine, en Turquie, en Amérique, dans les pays arabes, certains pays de l'Est et bien entendu les joueurs résidant en Afrique », poursuit le technicien portugais, avant de conclure par une précision. « Il faut noter que certains joueurs qui figuraient sur la liste des 32 présélectionnés, ont vite fait savoir qu'ils ne sont pas encore disponibles pour l'équipe nationale du Cameroun. » De quoi expliquer notamment l'absence de Nicolas Nkoulou (Torino), jamais revenu en sélection depuis la CAN 2017 et non retenu dans la liste définitive. footmercato

Contrairement aux allégations de P. Beveraggi

Necotrans n'avait pas parachevé le processus d'achat de Mck Mining

Paul Beveraggi ne veut pas s'avouer vaincu malgré un jugement définitif rendu par la justice de son pays (la France) sur le litige qui l'opposait au Congolais Moïse Katumbi. En exécution de la décision de la Cour de cassation de Paris, la justice congolaise a procédé récemment au déguerpissement du personnel de Nb-Minng Africa qui occupait illégalement la concession de Mck Mining.

Pris à son propre piège, le faux patron est entré en transe, ne pouvant pas s'imaginer un seul instant que son aventure allait se terminer de cette manière, compte tenu des appuis de tous

ordres reçus de la part des autorités politiques et militaires de l'ancien régime coiffé par le Pprd.

Encouragé par les mêmes soutiens décadents, le Corse a pris d'assaut les médias pour récuser la décision de justice prétextant que celle-ci ne concernerait pas son entreprise Nb-Mining Africa. Argument trop facile et fallacieux ne pouvant pas tenir devant l'historique de cet achat dont la tournure illicite a été orchestrée par Paul Beveraggi. Le mensonge a toujours précédé la vérité mais celle-ci finit en définitive par triompher. Le soi-disant homme d'affaires français tombe dans le cas du délit d'initié dans

la mesure où il connaissait toutes les parties impliquées dans cette affaire qui s'était transformée en saga judiciaire particulière.

Selon les sources proches du dossier, Necotrans n'aurait versé que le tiers du prix convenu. C'est en attendant l'apurement de cette transaction que Mck va connaître différents acquéreurs mais également diverses dénominations dont le chef d'orchestre n'était autre que le fin manipulateur qui à la manière de la mouche du coche « piquait l'un et l'autre » avant de s'autoproclamer champion toutes catégories !

Rien donc de surprenant

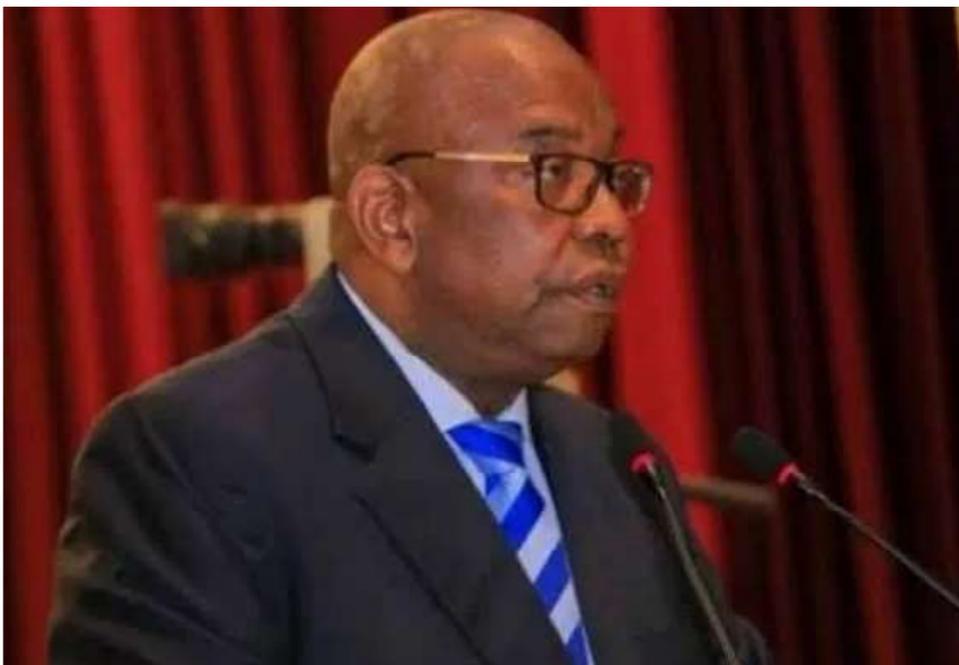
pour les habitués des cours et tribunaux qui savent que nier, renier ou rejeter tout en bloc est un réflexe de défense assez connu. Car, cela jette la confusion ou le doute et permet de gagner du temps dans le chef du fautif. Or, toujours selon les coutumes judiciaires, le doute profite au coupable.

Par ailleurs, soutiennent d'aucuns, Paul Beveraggi, parachuté à la tête du club lushois Fc Lupopo par ses anciens parrains ne perdrait rien à attendre car, il devra répondre de plusieurs griefs devant la justice congolaise, à moins qu'il réussisse fuir la Rd-Congo.

LR

Inursions des miliciens CODECO et Bakata-Katanga

Gilbert Kankonde visé par une question d'actualité



Le Vice-Premier ministre ministre de l'intérieur, sécurité et affaires coutumières est visé par une question d'actualité sur la récurrence de l'insécurité sur l'ensemble du territoire national et dans les provinces de l'Ituri et du Haut-Katanga. L'initiative est du Député National, Albert Fabrice Puela.

Dans sa question d'actualité transmise mardi 28 septembre au bureau de l'Assemblée Nationale, l'élu de Matadi dans le Kongo-Central reproche à Gilbert Kankonde de ne pas être en mesure de garantir la sécurité des congolais, conformément aux attributions dévolues à son ministère.

« Le caractère indispensable et vital de la sécurité avant tout autre besoin d'un peuple, n'est plus à dé-

montrer. Malheureusement depuis plusieurs mois, il s'observe une recrudescence de l'insécurité dans la quasi-totalité du territoire national particulièrement dans les provinces de l'Ituri et du Haut-Katanga, pour ne pas parler du Nord-Kivu où l'insécurité est devenue pire qu'une gangrène », a écrit Albert Fabrice Puela.

Ce député de l'opposition ajoute, « l'opinion était sidérée en apprenant, le 4 septembre courant, que des miliciens de CODECO (Coopérative pour le Développement du Congo), sans que le service de renseignement et de sécurité relevant de votre ministère ne les aient vus venir, sont entrés librement, traversant la ville de Bunia, chef-lieu de la province de l'Ituri, jusqu'à atteindre la prison centrale afin

de libérer leurs frères d'armes. Et cela sous le regard indifférent et presque complice des autorités sécuritaires ; pire ils sont entrés et répartis triomphalement, escortés et pris en charge par les forces de sécurité ».

Fabrice Puela s'étonne que sans en tirer la moindre leçon et sans que des mesures d'anticipation aient été prises, la même scène s'est déroulée le 26 septembre 2020 dans la ville de Lubumbashi dans le Haut-Katanga où d'autres miliciens du mouvement indépendantiste Bakata-Katanga sont aussi entrés dans la ville en semant une panique totale et ont essayé de hisser leur drapeau au centre ville.

« L'intervention a posteriori des forces de l'ordre, suivant des sources concordantes, a fait 21 morts au total », informe-t-il.

Dans sa correspondance, l'allié de Martin Fayulu au sein de la Dynamique pour la Vérité des urnes demande à Gilbert Kankonde de fixer l'opinion, au nom du devoir de redevabilité le peuple congolais, à travers sa représentation nationale, sur la situation sécuritaire « plus que préoccupation », dans l'ensemble du pays et dans ces deux provinces en particulier, quelles mesures conservatoires qu'il a prises pour prévenir la résurgence des mêmes faits et d'autres similaires dans ces provinces ou ailleurs, ensuite quelle mesure disciplinaire a-t-il pris, au cas où les responsabilités auraient déjà été établies.

Josué Mfutula

RDC - Belgique

Entretien Tshisekedi - Charles Michel ce mercredi à Bruxelles

Le président de la République Félix Antoine Tshisekedi s'est entretenu avec la première ministre belge Sophie Wilmes. Leurs échanges ont tourné autour des questions relatives aux relations bilatérales entre le Royaume de Belgique et la Rd Congo. Un dîner lui a été offert à Bruxelles, dans la soirée du dimanche 26 septembre 2020.

En effet, la Rd Congo et la Belgique oeuvrent, depuis plus d'une année, à redynamiser de la coopération bilatérale. Un processus qui avance bien dans plusieurs domaines dont la diplomatie, les Droits de l'Homme, l'amélioration du climat des affaires et de l'environnement socio-économique. Ce qui a conduit la première ministre belge à séjourner en Rd Congo en février dernier.

La Rd Congo, selon la vision de son président de la République, reste ouverte à toute action diplomatique mutuellement avantageuse avec la Belgique, son partenaire historique, en cette phase décisive où le Gouvernement congolais entreprend des réformes économiques importantes.

D'après des sources concordantes sur place à Bruxelles, Félix Antoine Tshisekedi va également s'entretenir avec le président du Conseil européen Charles Michel, ce mercredi 28 septembre 2020 à Bruxelles en Belgique.

Les deux personnalités vont pouvoir évoquer, une fois de plus, des questions liées à l'état d'avancement de la coopération « Europe-Afrique » tournée vers l'avenir pour des projets concrets en faveur notamment des populations de l'Afrique, en particulier de la Rd Congo.

Cette rencontre s'inscrit, d'après nos sources, dans le cadre de la poursuite des échanges amorcés entre l'Europe et la Rd Congo.

La volonté exprimée par Félix Antoine Tshisekedi, depuis son investiture, consiste à mettre à profit cette coopération afin d'améliorer les conditions de vie de son peuple, soutenir les actions de développement et de susciter plus d'investissements notamment dans les infrastructures et autres projets structurants créateurs de richesse.

Félix Antoine Tshisekedi qui séjourne en Belgique depuis le samedi passé aura d'autres réunions de travail, au-delà de son agenda privé.

LR/Zoom Eco